



Séance décentralisée du Conseil National de l'Alimentation et Colloque

Montpellier - 12 janvier 2010

Durabilité, Identité et Alimentation



Séance plénière du Conseil National de l'Alimentation

Mots de bienvenue de M. Bernard VALLAT, Président du CNA, et de M. Philippe VISSAC, Président du Centre INRA Montpellier 3

Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 26 novembre 2009 4

Adoption du projet d'avis « Comment mieux cerner et satisfaire les besoins des personnes intolérantes ou allergiques à certains aliments ? » 5

Adoption du projet de mandat sur « Les produits issus de l'agriculture biologique face aux engagements du Grenelle de l'environnement » 10

Présentation du rapport « Suivi des recommandations figurant dans les avis du CNA relatifs à la politique nutritionnelle (avis 49), à la prévention de l'obésité infantile (avis 54) et aux propositions de mesures pratiques pour la mise en œuvre d'une stratégie nationale de prévention de l'obésité infantile (avis 55) » 17

Programme national de l'alimentation : présentation de la lettre de mission de Monsieur Bruno LEMAIRE à Monsieur Bernard VALLAT et mise en place du groupe *ad hoc* 20

Présentation du projet d'arrêté fixant les modalités de fonctionnement du Conseil national de l'alimentation 25

Présentation des enjeux de l'alimentation durable et de la réflexion prospective INRA-CIRAD par Mme Catherine ESNOUF et M. Nicolas BRICAS 26

Colloque - Durabilité, Identité et Alimentation

Recherche de sens après la remise en cause de la société de consommation, Pascale HEBEL, Directrice du département Consommation du CREDOC 34

Le regard du sociologue sur ces deux tendances, Claude FISCHLER, Directeur de recherche au CNRS 36

Alimentation durable et circuits courts, Yuna CHIFFOLEAU, Chercheur INRA Montpellier 39

L'alimentation des migrants, Nicolas BRICAS, Socio-économiste au CIRAD 41

Echanges avec la salle 44

Table ronde 47

Echanges avec la salle 51

Séance plénière du Conseil National de l'Alimentation

Liste des participants au nom du CNA :

ALLAIN Jean-Loup (ANIA); AMSELLE Claude (INDECOSA - CGT); ANDRAULT Olivier (UFC-Que choisir); BELLER Bernard (CCC); BIZE Sandrine (CGAD); BLOGOWSKI Alain (secrétaire du CNA); BOUYER Sophie (DGAI); BRUYERE Résie (Familles Rurales); Dominique CHAMPIRE (DGCCRF); CHEVALIER Bernard (ORGEKO); CHOMA Catherine (DGS); CHOULEUR Jean-Marie (ADEIC); COHEN Elsa (CSF); COMBRIS Pierre (INRA); DE CARNE Olivier (Coop de France); DELEVAL Dany (UMIH); DUCHEMIN Claude (DGCCRF); DUPONT Pierre (CLCV); DUVAL Jean-Luc (FNSEA); ERNOU Frédéric (APCA); ESMOUF Catherine (INRA); FRISSUR Cécile (SYNABIO); GANGNERON Etienne (FNSEA); GASSIE Julia (secrétariat du CNA); GERBER Mariette (INSERM); GODARD Jacques (Confédération paysanne); GREGORI Thierry (ANIA); HEBERT Christophe (ANDRM); LETISSIER Odile (CRUN); LOCH Annie (ANIA); LO STIMOLO Danielle (CGI); MARTIN Ambroise (professeur de médecine); MOIROUD Cécile (professeur de droit); PASCAL Gérard (INRA); PEIGNEY Catherine (Coop de France); PERNIN Charles (CLCV); PERREAU Sophie (FNSEA); RAUZY Cécile (ANIA); REUGE Alain (FGA-CFDT); SCHREPFER Gérard (ALLDC); SOULIAC Laure (DGAI); SUBERVILLE Sidonie (secrétariat du CNA); TOUZET Stéphane (SNTMA-FO); VALLAT Bernard (président du CNA).

1. Mots de bienvenue de M. Bernard VALLAT, Président du CNA, et de M. Philippe VISSAC, Président du Centre INRA Montpellier

M. le Président VALLAT remercie les participants à la présente réunion, puis rappelle que le CNA se réunit en séance décentralisée chaque année et a choisi Montpellier pour l'année 2010.

Au nom de l'ensemble des participants, il remercie ses hôtes.

M. Philippe VISSAC, Président du centre INRA de Montpellier, précise que les hôtes du CNA sont à la fois SupAgro et le centre INRA.

Il fait part de sa satisfaction de pouvoir rencontrer des porteurs d'enjeux, c'est-à-dire des porteurs de questions que les chercheurs peuvent traduire en projets de recherche.

Il rappelle ensuite brièvement le contexte dans lequel va se tenir la présente séance du Conseil. De nombreuses forces sont rassemblées au sein du pôle agronomique de Montpellier, développé historiquement autour de SupAgro, et rejoint par l'INRA après la seconde Guerre Mondiale. Le CIRAD est, pour l'essentiel, concentré sur Montpellier. Ce rassemblement important d'enseignants chercheurs et de chercheurs a été retenu parmi les pôles universitaires qui bénéficieront de dotations gouvernementales, notamment pour rénover leur patrimoine immobilier.

A cette occasion, a été mis en évidence le fait que le pôle agroenvironnement constituait la dynamique emblématique de ce site qui rassemble 2 000 cadres scientifiques, 3 300 étudiants et plus de 600 doctorants.

Dans le cadre de la programmation scientifique et pédagogique pour la période 2011-2014, Mme Nathalie GONTARD, professeur à l'Université Montpellier 2, est à l'initiative d'une Fédération de Recherche « Alimentation et Procédés » afin de fédérer 5 Unités Mixtes de Recherche (UMR), dont celles de Sciences pour l'œnologie et d'Ingénierie des Agropolymères et Technologies Emergentes (Montpellier SupAgro et INRA).

La Fédération de Recherche « Alimentation et Procédés » permettra de créer une masse critique, notamment autour d'outils. Il s'agit là d'une caractéristique du site de Montpellier, puisqu'au-delà des équipes de recherche, des outils et des plates-formes permettent d'avoir des approches intégrées et de travailler sur la caractérisation des matières premières et des procédés de transformation, en lien avec les scientifiques travaillant sur la partie Nutrition - Alimentation.

M. Philippe VISSAC explique ensuite que l'INRA est en pleine réorganisation. Les évolutions prévues offriront des opportunités pour concevoir des projets ambitieux, qui s'appuieront à la fois sur les compétences et les outils disponibles.

A cet égard, Montpellier compte bien tenir toute sa place pour participer aux programmes qui viendront compléter le présent dispositif autour des projets de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) mis en œuvre au cours de la décennie à venir.

Il précise que l'un de ces programmes portera probablement sur le thème de l'alimentation et de la durabilité, thématique du colloque de l'après-midi.

M. le Président VALLAT remercie **M. Philippe VISSAC** pour son accueil et propose d'aborder le premier point de l'ordre du jour de la réunion.

2. Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 26 novembre 2009

M. le Président VALLAT s'enquiert des éventuelles modifications à apporter au projet de procès-verbal de la séance plénière du 26 novembre 2009.

M. Alain BLOGOWSKI précise que deux modifications de forme, demandées par le Ministère de la Santé et le Secrétariat d'Etat chargé de la Consommation, ont été apportées au document dont disposent les participants.

Lesdites modifications portant uniquement sur les interventions des deux représentants des ministères concernés, il n'a pas jugé nécessaire d'adresser la nouvelle version aux membres du CNA avant la tenue de la présente séance.

Sous réserve de prise en compte de ces modifications, le procès-verbal de la séance plénière du 26 novembre 2009 est approuvé à l'unanimité.

3. Adoption du projet de rapport et d'avis «Comment mieux cerner et satisfaire les besoins des personnes intolérantes ou allergiques à certains aliments ?»



Mme Sandrine BIZE, présidente du groupe de travail, fait remarquer qu'ayant été diplômée en 1997 de SupAgro, elle apprécie tout particulièrement de pouvoir présenter, en ce lieu, les résultats des travaux du groupe qu'elle a coordonnés.

Les allergies alimentaires constituant un sujet d'actualité grandissant depuis quelques années, elle se réjouit que ce travail se soit déroulé dans un esprit à la fois extrêmement constructif et convivial, et que des représentants de tous les collèges du CNA aient pu y participer. Elle les remercie de cette mobilisation. Elle remercie par ailleurs tous ceux qui ont accepté d'être auditionnés pour éclairer les réflexions du groupe de travail. Elle tient à souligner l'importance du travail réalisé par le rapporteur, **M. Gérard PASCAL**, qui a joué le rôle de cheville ouvrière pour l'élaboration du rapport et la formulation des recommandations. Elle ajoute que le secrétariat du CNA a également apporté une aide précieuse pour mettre en place et faire vivre le groupe.

Mme Sandrine BIZE rappelle ensuite les objectifs du groupe, à savoir mener une

réflexion permettant d'actualiser les propositions d'actions existantes, ou d'en faire de nouvelles, et de les promouvoir aux plans européen et international, dans les domaines suivants : l'accessibilité de produits garantis « sans traces », ainsi que la définition précise de ceux-ci ; l'information des consommateurs souffrant d'allergies alimentaires (intolérances) relativement aux produits non préemballés ; la prévention des contaminations fortuites ou accidentelles ; les marges de progrès dans l'accueil des enfants atteints d'un trouble de santé nécessitant un régime alimentaire particulier dans le cadre de la restauration scolaire ; les conséquences des technologies alimentaires sur l'allergénicité ; la formation et l'information des professionnels des métiers de l'alimentation et des personnels de santé ; les moyens permettant aux consommateurs souffrant d'allergie alimentaire de faire des choix éclairés, notamment en restauration hors foyer ; l'étiquetage de précaution.

Mme Sandrine BIZE précise que la réflexion menée sur ces huit objectifs a permis de dégager un certain nombre de solutions pour apporter une aide aux personnes souffrant d'allergies ou d'intolérances alimentaires. Elle propose au rapporteur de les présenter.

M. Gérard PASCAL souligne que le rapport proposé résulte d'une année de réunions mensuelles et des contributions des nombreux participants aux travaux. Il présente ensuite rapidement l'économie générale du rapport. L'introduction reprend les éléments essentiels du mandat ainsi que le contexte. Les trois premiers chapitres constituent un rappel sur les allergies alimentaires, les intolérances et l'influence des traitements technologiques

et culinaires des aliments sur leur potentiel allergénique. Il est conscient que cette première partie peut être d'une lecture difficile et invite les membres du CNA à signaler les points qui leur paraîtraient encore obscurs. **M. Gérard PASCAL** remercie très vivement les trois intervenants qui ont apporté une contribution éclairante sur cette première partie du rapport, partie essentielle pour la bonne compréhension des suivantes.

La deuxième partie du rapport porte sur la réglementation. Sa rédaction, réalisée avec l'aide des représentants de la DGAI et de la DGCCRF, n'a pas soulevé beaucoup de difficultés. Dans le chapitre IV, la rédaction de la partie relative à la responsabilité des acteurs a en revanche été plus délicate, de par les aspects juridiques du sujet. Il n'a pas été simple de conclure ce chapitre puisqu'il n'existe pas de jurisprudence concernant la présence accidentelle de composés allergéniques. Le groupe de travail a donc auditionné un juriste et les discussions qui ont eu lieu n'ont pas permis d'aboutir à des certitudes. Cela explique peut-être pourquoi il n'a pas été possible d'aboutir à un consensus sur l'ensemble des questions abordées.

Le chapitre V concerne la prévention des contaminations accidentelles. L'approche HACCP y est recommandée pour parvenir à une gestion adéquate des problèmes de présence fortuite d'allergènes.

La restauration collective (chapitre VI) était l'une des questions importantes du mandat. A été notamment discuté de façon approfondie, l'accueil des enfants en restauration collective (scolaire et périscolaire), avec l'intervention d'une représentante du Ministère de l'Education Nationale qui a été extrêmement claire sur ce sujet.

Pour la rédaction de la partie relative à l'accessibilité des produits garantis «sans» (chapitre VII), le groupe de travail s'est aidé de la présentation d'un cas concret. Le chapitre VIII porte sur l'information des consommateurs. Le dernier chapitre rassemble les recommandations auxquelles sont parvenus les membres du groupe de travail, précédées d'un certain nombre d'attendus. Cette présentation a permis d'aboutir à une liste de recommandations à la fois relativement courte et «percutante».

M. Gérard PASCAL présente lesdites recommandations.

Les deux premières concernent l'information et la formation de l'ensemble des acteurs concernés par les problèmes d'allergies et d'intolérances alimentaire : industrie, restauration collective, alimentation de détail ; personnels en contact avec les enfants, les malades, etc. Le Pr Ambroise MARTIN recommande d'insister sur la formation des médecins en matière d'allergie alimentaire, cette matière lui semblant constituer une lacune dans la formation actuelle du corps médical.

La troisième recommandation porte sur la réflexion préalable à la formulation de nouveaux aliments de la part des professionnels concernés en matière de risques allergènes. Ils devraient ainsi éviter, autant que faire se peut, la présence de substances allergènes ; ils devraient également éviter de bouleverser les connaissances et la culture alimentaires des consommateurs en ajoutant des composés qui ne sont pas traditionnellement présents dans des aliments courants.

La quatrième recommandation suggère que les relevés réalisés par l'Observatoire de

la qualité de l'alimentation (OQALI) dans le cadre de l'établissement de la banque de données sur la composition des aliments mentionnent la présence d'allergènes introduits volontairement et, si possible, du mode d'indication de l'éventuelle présence fortuite de ces allergènes.

Il rappelle que parallèlement aux travaux du CNA, le CNC a conduit une réflexion sur les produits alimentaires non pré-emballés et formulé des recommandations auxquelles se rallient les membres du groupe.

La sixième recommandation porte sur la nécessité d'une réflexion relative aux différents seuils existants afin d'éviter les ambiguïtés. Il a en effet été constaté qu'il existait plusieurs seuils dans la littérature consacrée aux allergies et intolérances alimentaires. Le premier se réfère au seuil de réaction clinique. Comme l'avait fait l'AFSSA antérieurement, le CNA a pu constater la difficulté de définir des seuils de réaction clinique en dessous desquels aucun consommateur ne réagit plus ; aucune réponse n'a encore été apportée à ce problème scientifique.

Le deuxième type de seuil relève d'une décision de santé publique, puisqu'il porte sur le pourcentage de consommateurs à risque d'allergie que les autorités de santé publique souhaitent protéger. La protection de 100 % des consommateurs sensibles est un objectif d'autant plus difficilement réalisable que la définition des seuils cliniques est complexe. Les pouvoirs publics doivent donc fixer une limite au risque allergène qui relève d'une décision de santé publique.

Enfin, concernant les acteurs, il existe un seuil, qualifié de « technologique », qui est lié à la possibilité de respecter une certaine limite de présence fortuite de

certains composés allergiques à l'issue des process industriels de fabrication des denrées alimentaires concernées. Une réflexion devrait être menée pour que ces seuils soient plus précisément définis.

S'agissant des aliments présentés comme « sans » (tel ou tel type d'allergènes), il serait souhaitable de mieux définir les critères de caractérisation de ces aliments, qui appartiennent à la catégorie des produits diététiques. Sur ce point, le CNA rejoint une recommandation déjà formulée par l'AFSSA.

Au cours des réflexions, les organisations de consommateurs et de patients ayant fait remarquer que le comportement des consommateurs allergiques ou intolérants était assez mal connu, la huitième recommandation suggère que soient développées des études sociologiques pour mieux connaître ces populations, et mieux comprendre leurs comportements.

La neuvième recommandation, très débattue, est que la France soit plus largement représentée dans les discussions internationales concernant les problèmes d'allergie et d'intolérance, que l'effort de recherche soit accentué de manière à mieux cerner les seuils de réactions cliniques, et que la France puisse apporter sa contribution à des réflexions et des collectes internationales de données de manière à mieux connaître la répartition de ces seuils de réaction clinique.

La dixième recommandation demande qu'un effort soit fait dans la connaissance de l'offre des produits non préemballés consommés hors domicile, en s'appuyant sur une étude de ce qui existe dans d'autres pays en matière d'offre destinée aux populations allergiques et intolérantes.

Dans la onzième recommandation, le groupe exprime son attachement à l'application systématique, aux niveaux des procédés de fabrication et d'emballage, de la méthode HACCP.

La première partie de la douzième recommandation est étroitement liée à la précédente. Elle fait état de l'accord unanime de tous les participants pour que soit proscrit l'« étiquetage parapluie ». Ce terme recouvre l'utilisation par des acteurs professionnels de mise en garde des consommateurs quant à l'éventuelle présence fortuite de composés allergéniques, sans mise en place préalable de leur part d'une maîtrise maximale du risque allergène.

Sur la seconde partie de cette dernière recommandation il n'a, par contre, pas été possible de parvenir à un accord, en dépit de discussions longues et approfondies qui se sont déroulées dans le meilleur esprit possible. En conséquence, les membres du groupe de travail ont donc décidé de mentionner les deux positions antagonistes, d'une part, celle des professionnels de l'industrie alimentaire et de la grande distribution et, d'autre part, celle des associations de patients allergiques et intolérants, des organisations de consommateurs et de la présidente d'un cercle d'investigation clinique et biologique concernant l'allergie. Entre ces deux positions, se placent d'autres participants, représentant notamment le commerce de détail et la restauration collective.

M. Gérard PASCAL souligne le caractère inhabituel de cette solution dans le cadre d'un avis du CNA. Celle-ci a néanmoins été acceptée par les porteurs de chacune des positions. Il précise toutefois que cette solution n'interdit pas, bien au contraire,

de poursuivre la réflexion pour essayer de dégager une position partagée.

M. le Président VALLAT rappelle que l'adoption d'un avis incluant une position divergente sur un point précis ne constitue pas une première pour le CNA puisque récemment, deux avis ont été adoptés dans les mêmes conditions. A cet égard, il demande si un approfondissement de la réflexion permettrait de rapprocher à court terme ces positions divergentes.

Mme Sandrine BIZE répond que les discussions n'ont pas permis d'aboutir à ce jour à un compromis car les deux positions sont encore relativement antinomiques. Elle ajoute que des études à venir sur les comportements des personnes allergènes pourraient néanmoins faire évoluer les positions. Elle estime que la réflexion mériterait d'être poursuivie.

M. Gérard PASCAL estime également que les deux positions sont, pour l'heure, inconciliables. Pour débloquer, au moins partiellement, la situation, il lui paraît fondamental d'éclaircir les questions relatives à la responsabilité des acteurs en matière d'étiquetage ou d'absence d'étiquetage.

M. le Président VALLAT propose donc, d'une part, d'adopter l'avis tel que proposé aujourd'hui et, d'autre part, de poursuivre les réflexions sur les points de désaccord avec pour objectif de parvenir à un consensus dans un délai raisonnable. Il ouvre ensuite la discussion sur le projet d'avis.

M. Charles PERNIN craint que la méthode HACCP ne serve à justifier un étiquetage de prévention, en couvrant des situations relativement différentes en termes de contaminations. Pour progresser sur la question des seuils technologiques, il

suggère de réaliser un état des lieux exhaustif afin d'évaluer les différents niveaux de risque, et d'adapter l'étiquetage en conséquence.

M. Gérard PASCAL ajoute que la proposition extrêmement intéressante de **M. Charles PERNIN** est proche de la solution retenue par les Australiens et les Néo-Zélandais. Celle-ci prévoit trois modalités d'étiquetage selon le niveau de présence fortuite de neuf allergènes majeurs. Si la probabilité de la présence de l'allergène est importante, elle est mentionnée dans la composition du produit ; si elle est plus faible, un étiquetage de prévention, de type « peut contenir », est utilisé ; aucun étiquetage n'est prévu quand elle est extrêmement faible. Cette solution pragmatique qui repose, d'une part, sur les connaissances scientifiques et, d'autre part, sur celles de terrain est le fruit d'un réel compromis entre les acteurs. L'application d'un tel système au niveau national nécessiterait le recueil et l'analyse préalable de données de terrain.

M. le Président VALLAT estime que ces explications sont essentielles pour le travail d'approfondissement qui devra être mené par le groupe de travail.

Mme Danielle LO STIMOLO regrette que l'avis du groupe de travail se conclut sur un point de dissension, qui ne constitue pas, en soi, une recommandation. En outre, elle constate que ce point est en partie lié à des incertitudes. Elle précise par ailleurs que les acteurs du commerce de gros ne soutiennent pas la position de la grande distribution et de l'industrie, rejoignant les consommateurs qui ne souhaitent pas être confrontés à des incertitudes en matière d'information. Par ailleurs, elle suggère que ce point de dissension, qui devra faire l'objet de discussions

ultérieures au sein du groupe de travail, fasse l'objet d'un paragraphe spécifique précédant les recommandations, et expliquant notamment que la question de l'étiquetage ne saurait faire l'objet d'une position nationale, dans la mesure où elle sera très probablement traitée au niveau communautaire.

Mme Sandrine BIZE estime difficile, au prétexte qu'un consensus n'a pu être dégagé, d'évacuer le point relatif à l'étiquetage alors qu'il relevait du mandat du groupe de travail. Elle ajoute que la rédaction proposée lui semble la meilleure possible pour parvenir à un terrain d'entente sans renvoyer le dossier au niveau européen.

Dans la recommandation 12, **M. le Président VALLAT** propose de remplacer «*Les professionnels de l'industrie alimentaire et de la grande distribution*» par «*Certains professionnels de l'industrie alimentaire et de la grande distribution*». Par ailleurs, il rappelle que la position du CNA est également destinée à aider le gouvernement français à définir une future position communautaire.

Mme Danielle LO STIMOLO préfère la rédaction initiale.

M. Gérard PASCAL souligne l'importance de définir précisément la position nationale afin de pouvoir porter le dossier efficacement à Bruxelles.

M. Jean-Loup ALLAIN propose de placer la recommandation 12 avant la recommandation 6, en précisant qu'un travail supplémentaire devra être mené afin, notamment, de lier les seuils et les informations pertinentes qui doivent sous-tendre lesdits seuils.

M. le Président VALLAT ne voit pas d'objection à modifier l'ordre des recommandations. Cela permettrait en effet, d'une part, de valoriser la recommandation 6 et, d'autre part, de souligner la nécessité de poursuivre le travail pour aboutir à un consensus sur le point qui n'a pas encore fait l'objet d'un accord.

M. Olivier ANDRAULT approuve la proposition de **M. Jean-Loup ALLAIN** qui permet de donner des perspectives et de ne pas conclure l'avis sur un constat d'échec. En outre, il suggère de mentionner le problème de la responsabilité, le blocage sur le point 12 étant à la fois lié à l'absence de seuil et à l'absence de certitude sur la responsabilité. Il estime que ces deux sujets devront orienter les travaux futurs qui seront menés sous la direction des pouvoirs publics. Par ailleurs, il apprécie que **Mme Danielle LO STIMOLO** se rallie à la proposition formulée par les associations de personnes allergiques et intolérantes et par les associations de consommateurs.

M. le Président VALLAT propose donc de déplacer la recommandation 6 en fin de liste, ce qui permettra, par le biais de la poursuite des travaux, d'ouvrir une perspective de consensus.

M. Bernard CHEVALIER suggère de regrouper les recommandations 6 et 11.

Mme Sandrine BIZE estime qu'un regroupement de longues recommandations risque d'entraîner une perte d'efficacité. Par ailleurs, elle approuve la proposition de **M. le Président VALLAT** consistant à déplacer la recommandation 6 en fin de liste.

M. Ambroise MARTIN suggère de préciser en page 7 que les données

épidémiologiques mentionnées dans le tableau sont sous-estimées dans la mesure où le réseau d'allergovigilance ne regroupait que le tiers ou le quart des allergologues français en 2002. Par ailleurs, il fait remarquer que son rapport sur la formation apporte de nombreuses informations sur le domaine alimentaire, et concerne tous les professionnels du service à la personne, de l'activité physique et de l'alimentation. Il propose d'introduire dans le paragraphe IX relatif à la formation et à l'information une référence à ses travaux.

Sous réserve de prise en compte dans la version finale du document de ces différentes demandes de modifications, **M. le Président VALLAT** propose d'adopter l'avis et de prendre date de la décision de poursuivre les réflexions sur les points qui restent encore aujourd'hui non consensuels.

En l'absence de vote contre ou d'abstention, l'avis est adopté à l'unanimité.

4. Adoption du projet de mandat sur «Les produits issus de l'agriculture biologique face aux engagements du Grenelle de l'environnement»

M. Alain BLOGOWSKI rappelle que suite à l'installation du nouveau Conseil le 26 novembre par les trois ministères de tutelle, il est proposé de commencer, parmi les six priorités identifiées à cette occasion, par le mandat relatif à l'agriculture biologique. Les autres sujets seront donc traités au fil de la mandature. Le mandat relatif à l'agriculture biologique apparaît à certains comme extrêmement ambitieux. Son contexte est caractérisé

par la forte demande de produits biologiques au regard de la production nationale. Certains chiffres qui figuraient dans le projet adressé aux membres la semaine dernière ont été corrigés, et font d'ores et déjà l'objet de débats. En effet, les chiffres relatifs à la superficie en cultures bio dans les autres pays européens étant très différents d'une source à l'autre, il a été décidé de retenir ceux de l'Agence Bio sur lesquels la majorité des acteurs concernés s'accorde. La demande de produits biologiques augmentant nettement plus vite que l'offre nationale, la première question posée porte sur les mesures à mettre en œuvre afin de parvenir à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande.

La deuxième question porte sur les conditions à réunir pour atteindre l'objectif de 20 % de produits issus de l'agriculture biologique, ou de l'agriculture de proximité, dans la restauration collective. Une autre question se pose quant à l'articulation entre l'agriculture biologique et la future certification «Haute Valeur Environnementale» (HVE), car la multiplication des appellations risque d'être source de confusion pour les consommateurs. De même, se pose la question de l'articulation entre l'agriculture biologique et l'agriculture durable, notamment en matière de déchets.

Par ailleurs, il conviendra de dégager l'ensemble des avantages des produits issus de l'agriculture biologique, notamment en matière d'émission de GES, ou de bien-être animal. Le bio tirant sa crédibilité de la certification, il sera nécessaire d'analyser le mode de contrôle appliqué en France et dans les autres pays, certains s'interrogeant sur le réel

caractère bio de certains produits importés.

Avec la montée de la demande de produits biologiques, les consommateurs cherchent de plus en plus à avoir la même offre alimentaire en bio qu'en conventionnel. Il sera donc nécessaire d'étudier dans quelle mesure cette demande peut être satisfaite.

Après avoir brièvement exposé les différentes questions rassemblées dans le mandat, **M. Alain BLOGOWSKI** souligne leur multiplicité et leur interrelation. En conséquence, il pense qu'elles devront être hiérarchisées et que certaines d'entre elles mériteront d'être traitées plus longuement que d'autres. Enfin, il annonce que M. Egizio VALCESCHINI, directeur de recherche à l'INRA, qui a beaucoup travaillé sur la certification et la qualité, a accepté d'être rapporteur du groupe de travail, et invite les membres du CNA à faire part de leurs propositions de président du groupe de travail.

Mme Mariette GERBER estime que la liste des objectifs du groupe de travail est excellente et complète. Par ailleurs, elle souhaite connaître le contenu du cahier des charges de la future certification HVE. Ensuite, elle s'étonne qu'il ait été fait remarquer que les produits biologiques étaient souvent vendus sous emballage. Enfin, elle indique que depuis le rapport AFSSA, auquel elle a participé, de multiples études ont été réalisées et mériteraient d'être examinées par le groupe de travail. A cet égard, elle cite en exemple les études menées par l'équipe de Mme Marie-José AMIOT de l'INRA d'Avignon.

M. Alain BLOGOWSKI propose de discuter de la certification HVE lors de la pause. Ensuite, il précise, qu'en effet, les

fruits et légumes vendus en grande surface sont généralement pré-emballés pour de multiples raisons sur lesquelles il sera possible de revenir au sein du groupe de travail. Par ailleurs, il rappelle que le CNA ne conduit pas d'étude et que ses réflexions sont uniquement alimentées par les travaux réalisés par les instituts de recherche et les agences. Tous les résultats disponibles seront bien entendu mobilisés pour alimenter les réflexions du groupe, et les suggestions sont les bienvenues.

M. Jean-Marie CHOULEUR propose d'introduire la question de la formation professionnelle, car il est, selon lui, beaucoup plus difficile de cuisiner des fruits et légumes frais qu'en conserve.

M. Alain REUGE suggère, quant à lui, de faire référence au niveau européen, notamment sur la séparation entre importations et échanges européens, et les circuits courts. Par ailleurs, il rappelle que dans le cadre du Grenelle de l'environnement, il a été proposé de travailler sur l'organisation économique de la production biologique, notamment sa mise en marché.

M. le Président VALLAT prend note de la suggestion concernant la prise en compte de la contrainte communautaire. En outre, il estime que la différenciation entre les produits issus des échanges communautaires et des pays tiers, ainsi que les questions d'organisation de la production et de la mise en marché mériteraient aussi d'être mentionnées et clarifiées.

Concernant le point 5, **M. Charles PERNIN** propose de remplacer la formulation « *dégager (...) les atouts de l'agriculture biologique* » par « *évaluer les impacts de l'agriculture biologique* », dans la mesure où

certains aspects de l'agriculture biologique ne font pas l'unanimité par rapport à l'agriculture conventionnelle.

M. le Président VALLAT propose de retenir la proposition de **M. Charles PERNIN**, en précisant qu'un débat similaire se pose sur la qualité sanitaire.

M. Charles PERNIN constate que le mandat du groupe de travail est très axé sur l'offre, alors que le surcoût des produits demeure un des freins au développement de la filière bio. Il suggère que la question de l'accessibilité en termes de prix des produits biologiques soit introduite dans le mandat.

M. Etienne GANGNERON indique qu'il a apprécié le contenu du mandat. Par ailleurs, il rappelle, en tant que responsable de la Commission observatoire de l'Agence Bio, que les chiffres de ladite agence ont été validés par toutes les parties prenantes. A cet égard, il précise que les 2,2 % de SAU de la France en culture bio représentent 540 000 hectares, soit deux fois la surface autrichienne cultivée en bio et six fois celle de la Suisse. Par ailleurs, il apprécie que le premier point du mandat mentionne un élément fondamental, à savoir que le développement de l'offre de produits biologiques ne permet pas de répondre à la demande croissante des consommateurs, conduisant à recourir de façon relativement massive aux importations, situation qui pose de multiples problèmes, notamment en termes d'analyse des cycles de vie et d'évolution durable des réseaux.

Il souligne également l'importance de la formation du prix du bio, car ce sujet récurrent est mis en avant à la fois par les consommateurs et les producteurs. Ces derniers ne vendent pas leurs produits beaucoup plus chers que les produits

conventionnels, alors que la différence de prix sur les étalages est conséquente et réduit leur accessibilité. Enfin, il estime que l'évaluation des bénéfices de la bio, qui suscitent de nombreuses discussions, devrait faire l'objet d'éléments de communication supplémentaires pour accompagner son développement.

M. le Président VALLAT invite M. Alain BLOGOWSKI à se rapprocher de M. Etienne GANGNERON pour introduire des chiffres complémentaires dans le mandat.

M. Ambroise MARTIN suggère de supprimer l'objectif 5 sur les atouts des produits issus de l'agriculture biologique qui s'éloigne du sujet tel que présenté dans le préambule du mandat, et qui risque de conduire le groupe de travail à disperser ses forces au détriment des approches plus concrètes qui caractérisent les autres objectifs. Si cet objectif devait être conservé, **M. Ambroise MARTIN** fait savoir qu'il partage totalement l'avis de M. Charles PERNIN, pour qui la formulation initiale «*dégager les atouts*» révèle un *a priori* sur la bio, alors qu'un certain nombre de problèmes demeurent.

M. le Président VALLAT soutient la proposition de M. Ambroise MARTIN, en rappelant que le groupe de travail doit utiliser les résultats des études existantes, sans chercher à rouvrir des débats.

M. Christian ROQUEIROL ne partage pas l'avis de M. Charles PERNIN, et suggère de réaliser un bilan carbone, non pas sur les seuls produits biologiques, mais sur tous les systèmes agricoles, sur la base de méthodes comparatives communes. Il ajoute que la filière bio peut avoir des effets pervers, puisque le décalage entre l'offre et la demande peut conduire à importer des produits biologiques issus de

pays situés de l'autre côté de la planète. Ainsi, il propose de maintenir l'objectif 5, en l'appliquant à tous les modes de production agricole.

A propos de la question du prix évoquée par M. Charles PERNIN, **M. Christian ROQUEIROL** suggère de mettre en perspective le bilan des aides publiques accordées aux différents systèmes agricoles (ex : aides directes représentant 80 % du budget de la PAC, aides indirectes *via* la fiscalité, etc.), et de le porter à la connaissance des consommateurs et des acteurs de la filière.

M. le Président VALLAT indique que la notion d'organisation de la production et de mise en marché, les problèmes d'accessibilité, les surcoûts liés à la production bio, la formation des prix, le poids des soutiens publics seront ajoutés au mandat. Par ailleurs, il estime qu'il serait imprudent de rouvrir le débat sur les atouts du bio et propose de valoriser les aspects les plus positifs mis en avant par les différents travaux d'ores et déjà publiés. Il ajoute que le surcoût écologique des importations issues de pays tiers devra être mentionné dans l'avis du CNA.

M. Frédéric ERNOU rappelle que les Chambres d'Agriculture sont désormais très engagées dans l'accompagnement des agriculteurs en reconversion en agriculture biologique. Ainsi, il apprécie qu'un groupe de travail soit constitué au sein du CNA sur ce sujet. Ensuite, il souligne l'importance de l'enjeu des importations de produits biologiques, notamment en termes de contrôle. Par ailleurs, il estime que la dynamique de conversion des agriculteurs, qui est bel et bien en marche, doit être mise en lien avec les notions de compétitivité et de prix, notamment au regard des importations. Il annonce également que les Chambres d'Agriculture

mèneront des travaux sur la structuration de la filière bio en 2010. Enfin, il suggère qu'une réflexion soit menée sur les conséquences possibles sur la filière bio d'une crise sanitaire liée à un produit bio non alimentaire (ex : les cosmétiques). Le CNC souhaitant travailler sur ce sujet en 2010, il estime qu'une coordination devrait être prévue, notamment à l'échelle européenne.

M. Jacques DEDIEU suggère de compléter les attendus par la question, mise en évidence lors du Grenelle de l'environnement, de l'affichage environnemental des produits de grande consommation. A cet égard, il indique que le SYNABIO (Syndicat national des transformateurs de produits naturels et de culture biologique) et le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer viennent d'avoir des échanges sur les interférences très fortes entre l'agriculture bio, la HVE et le futur affichage environnemental des produits de grande consommation qui devrait intervenir, en théorie, au 1^{er} janvier 2011. Ainsi, il suggère de compléter le point 3 par l'affichage environnemental des produits de grande consommation. Il estime que, à terme, les interférences entre l'agriculture bio, la HVE et le futur affichage environnemental des produits de grande consommation pourraient constituer des freins, ou au contraire, des leviers pour valoriser le bio.

M. le Président VALLAT rappelle que l'analyse de l'empreinte carbone des aliments constitue une des priorités du nouveau CNA et qu'elle fera l'objet d'un mandat spécifique comme demandé par les représentants des ministères de tutelle en novembre dernier. Il ajoute que le Secrétariat veillera à la bonne coordination entre ces deux réflexions.

M. Jacques DEDIEU fait remarquer que l'affichage environnemental porte sur l'ensemble des impacts environnementaux, et ne se limite donc pas aux émissions de gaz à effet de serre.

M. Michel SENDRA souligne la complexité de la mise en place des pratiques d'agriculture biologique. La présente vague favorable aux produits biologiques l'invite à suggérer la mise en place de garde-fous sur les importations de ces produits. Par ailleurs, il explique que l'approvisionnement de la restauration collective en produits biologiques pose de réelles difficultés en termes de respect des normes d'hygiène européennes. A cet égard, il a pu constater que l'approvisionnement de ce type de restauration en produits issus des circuits courts n'est pas aisé, compte tenu des relations particulières entre ces établissements et leurs fournisseurs.

Ensuite, il estime que la réflexion sur les emballages devrait être étendue à tous les produits, et donc ne pas être limitée aux produits biologiques. Enfin, il souligne la lourdeur économique et administrative à laquelle sont confrontés les producteurs biologiques.

M. le Président VALLAT rappelle que l'organisation de la production et de la mise en marché sera prise en compte dans le mandat. Par ailleurs il indique que les contraintes communautaires pèsent sur l'ensemble des questions intégrées au mandat.

Ayant participé à l'évaluation des politiques publiques en matière d'agriculture biologique, **Mme Annie SOYEUX** explique que l'agriculture biologique présente un grand intérêt lorsqu'elle est territorialisée, et suggère donc d'insister sur ce point. Par ailleurs, elle estime que les motivations des consommateurs (santé,

idéologie, éthique, environnement) devraient être examinées avec attention, car elles pourraient conduire à modifier la manière d'orienter la réflexion.

M. le Président VALLAT estime que ce sujet sera traité dans l'avis dans la mesure où le groupe aura pour mission d'analyser à la fois l'offre et la demande. Il propose cependant de le mentionner clairement dans le mandat.

M. Claude DUCHEMIN souhaite que le présent mandat, dans son point 5, fasse référence à la notion d'emploi. Par ailleurs, il apprécie que M. Egizio VALCESCHINI ait accepté d'être rapporteur, car il est l'auteur d'un excellent rapport sur la certification des produits.

Il souligne également le caractère fondamental de la certification en agriculture biologique, puisqu'elle constitue l'un des éléments qui conditionnent le prix des produits. A cet égard, il apprécie que le groupe de travail ait été chargé, dans le cadre du point 6, de procéder à un examen du marché de la certification, incluant notamment les parts de marché respectives des certificateurs, leurs méthodes, et les moyens mis en place pour respecter les normes en matière d'accréditation.

Ensuite, il explique que la HVE et l'affichage environnemental constituaient les points de départ du présent mandat, car les lois Grenelle ont instauré de nouvelles dispositions extrêmement ambitieuses, portant notamment sur la HVE. A cet égard, il estime que le CNA devra mener plusieurs réflexions concernant cette nouvelle appellation (ex : l'articulation entre la HVE et l'agriculture biologique, les trois niveaux de HVE, etc.).

Par ailleurs, **M. Claude DUCHEMIN** explique que l'affichage environnemental, prévu à l'article 85-1.1 du projet de loi Grenelle 2, n'est pas intégré dans le présent mandat, mais fera l'objet d'un groupe de travail spécifique. Le CNA sera donc appelé rapidement à se pencher sur un projet de mandat dédié au développement durable.

Il indique enfin que dans le cadre de la plate-forme ADEME-AFNOR, de nombreux groupes de travail ont été constitués. Piloté par l'ANIA et la FCD, le groupe de travail n°1 est dédié aux produits alimentaires.

M. le Président VALLAT propose qu'une nouvelle version du mandat intégrant l'ensemble des remarques formulées ce matin par les différents intervenants soit soumise par voie électronique aux membres du CNA afin qu'ils puissent faire connaître leurs éventuelles remarques complémentaires au Secrétariat. A l'issue de cette procédure, et sauf remarque nécessitant un nouveau débat en séance plénière, une version définitive sera élaborée et diffusée aux membres du Conseil.

Mme Danielle LO STIMOLO propose d'élargir le point 5 aux aspects négatifs que peut présenter l'agriculture bio. Elle cite l'exemple de la naturalité des produits biologiques qui les éloigne de la régularité, laquelle constitue l'un des critères majeurs demandés par les opérateurs de la restauration collective. Elle estime que cette réflexion permettrait d'aboutir à des recommandations de révision de normes. La phase d'analyse des inconvénients paraît indispensable, aux yeux de **Mme Danielle LO STIMOLO**, pour formuler des propositions concrètes visant à favoriser le développement de l'offre bio.

Par ailleurs, elle suggère de reformuler le point 4 sur l'emballage des produits biologiques afin de ne pas laisser penser que les grandes surfaces cherchent à faire l'économie de contrôles, alors que ceux-ci sont réalisés en amont.

M. le Président VALLAT propose de remplacer la formulation « *Dégager (...) les atouts des produits issus de l'agriculture biologique* » par « *Dégager (...) les impacts des produits issus de l'agriculture biologique* » pour répondre à la première demande de Mme Danielle LO STIMOLO.

M. Pierre DUPONT explique que le consommateur a besoin, pour comprendre ce qu'est l'agriculture biologique, d'une information claire et totale.

Ainsi, il demande de réintroduire le point 5 afin qu'une analyse bénéfices-risques soit menée.

Mme Mariette GERBER partage le point de vue de M. Pierre DUPONT. Par ailleurs, elle rappelle que l'AFSSA a publié un rapport intitulé « *Risques et bénéfices de l'agriculture biologique* ».

M. le Président VALLAT souhaite que soient pris en compte les avis déjà émis par les agences habilitées, notamment celui de l'AFSSA qui sera repris dans l'étude coûts-bénéfices.

Soulignant l'ampleur du mandat, **M. Jean-Loup ALLAIN** suggère de définir un calendrier de lots de livrables (ex : les deux premiers points pour le mois de juin).

Par ailleurs, il estime que le premier point, relatif à l'offre et à la demande de produits biologiques, devrait être étendu à l'échelle européenne.

M. le Président VALLAT explique que le séquençage de l'avis fera l'objet d'une

discussion préalable au démarrage des travaux entre les membres du groupe de travail, le futur Président et le rapporteur.

Mme Cécile FRISSUR apprécie que le point 5 soit conservé dans le mandat, car son traitement permettra de remettre l'alimentation bio au cœur des travaux du groupe, en prenant en compte les récents résultats de recherche et les attentes des consommateurs en matière d'alimentation bio.

Par ailleurs, elle rejoint la proposition de M. Jean-Loup ALLAIN sur le séquençage de l'avis.

Mme Raphaëlle COLLET explique que dans le cadre du festival de film Alimenterre, au cours duquel a été projeté le film « Bio-attitude sans béatitude », les consommateurs ont clairement fait part de leur demande d'étiquetage de la localisation géographique de la provenance des produits biologiques.

Par ailleurs, elle estime que le développement de l'offre de la filière bio incitera les diététiciens à former les cuisiniers de la restauration collective.

M. Christian ROQUEIROL constate que le manque de produits biologiques concerne essentiellement le maraîchage, qui ne bénéficie d'aucune aide européenne.

En outre, il estime que le développement de la filière bio passera par l'allocation d'aides supplémentaires afin d'encourager les agriculteurs à se convertir au bio, par des mesures visant à faciliter l'accessibilité au foncier, et par une relocalisation de la production.

M. le Président VALLAT explique que les sujets mentionnés par M. Christian ROQUEIROL sont au cœur du nouveau mandat sur le programme national pour

l'alimentation que le Ministère de l'Alimentation vient de confier au CNA.

Concluant le présent point, **M. le Président VALLAT** s'engage à intégrer les propositions et remarques formulées en séance dans la nouvelle version du mandat, version qui sera soumise de nouveau aux membres du CNA par voie électronique.

Si des objections importantes venaient à être formulées sur cette nouvelle rédaction, l'examen du texte serait alors inscrit de nouveau à l'ordre du jour de la prochaine séance plénière. Dans le cas contraire, elle sera considérée comme adoptée définitivement.

Il demande ensuite si un membre de l'assistance se porte candidat à la présidence de ce groupe de travail.

En l'absence de volontaire, il propose que la présidence de ce groupe de travail soit confiée à Mme Cécile FRISSUR.

Après avoir pris acte du fait que cette proposition ne recueillait aucune objection de la part des membres du CNA présents dans la salle, **Mme Cécile FRISSUR** demande néanmoins au Président VALLAT de lui accorder quelques jours de réflexion.

En tout état de cause elle se dit flattée et honorée par cette proposition.

M. le Président VALLAT remercie Mme Cécile FRISSUR, et l'invite à lui faire connaître rapidement sa décision.

5. Présentation du rapport «Suivi des recommandations figurant dans les avis du CNA relatifs à la politique nutritionnelle (avis n°49 du 1^{er} février 2005), à la prévention de l'obésité infantile (avis n°54 du 15 décembre 2005) et aux propositions de mesures pratiques pour la mise en œuvre d'une stratégie nationale de prévention de l'obésité infantile (avis n°55 du 30 mars 2006)»



M. Ambroise MARTIN propose de ne pas se livrer à une présentation exhaustive du rapport au contenu relativement dense, mais de se limiter à une mise en perspective du mandat du groupe de travail «Politique nutritionnelle», adopté lors de la séance décentralisée de décembre 2008.

Il précise que le groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises en 2009 et que sept de ses membres ont accepté de prendre en charge les différents champs thématiques du dossier. A partir des informations contenues dans les tableaux fournis par les administrations quant aux suites réservées aux différentes mesures et actions engagées par les ministères concernés, les membres du groupe de travail ont procédé à une recherche d'informations complémentaires. Cette étape a permis de rassembler un maximum

d'informations factuelles à mettre en regard des recommandations et de dresser un bilan de celles qui ont été suivies d'effets, totalement ou partiellement, et de celles qui, au contraire, ne l'avaient pas été, mais qui restaient néanmoins pertinentes.

La mise en place en octobre 2009 de la Commission obésité par le Président de la République sur la problématique du traitement et de la prévention de l'obésité a conduit à l'élaboration d'un premier lot de 13 recommandations qu'il paraissait important à l'ensemble des membres du groupe de travail de porter à la connaissance de la Commission. Compte tenu des délais, cette communication s'est faite sans l'aval formel du CNA en formation plénière. Ce bref rappel permet d'expliquer le découpage en «deux lots» des recommandations.

Sur la base du document actuel il propose cependant de procéder à un regroupement de ces deux ensembles de recommandations pour ne pas laisser penser qu'il existe une hiérarchie entre les deux, ou que le second lot de recommandations constitue un simple « délayage » du premier.

Enfin, il remercie l'ensemble des membres du groupe de travail, en particulier ceux qui ont participé activement à la collecte des informations et à la rédaction des différents chapitres. Il remercie également M. Alain BLOGOWSKI, qui a réalisé un travail conséquent de synthèse et d'harmonisation rédactionnelle.

M. le Président VALLAT ouvre la discussion sur ce rapport.

M. Jean-Marie CHOLEUR s'interroge sur la future place des associations locales dans le nouveau Programme National

Nutrition Santé (PNNS), en précisant que la diminution régulière des aides qui leur sont allouées les conduit à s'interroger sur leur avenir.

Mme Catherine CHOMA indique que la Commission Elysée Obésité a rendu son rapport le 15 décembre et que le rapport d'évaluation en cours de rédaction par l'IGAS et le CGAAER devrait l'être en mars prochain. Pour sa part, le Haut Conseil de Santé Publique a évalué les objectifs de la loi de santé publique et a rendu son rapport en décembre dernier. L'ensemble de ces éléments permettra d'élaborer le PNNS 3. Dans cette démarche, les collectivités locales poursuivront le travail important qu'elles ont déjà réalisé.

M. Ambroise MARTIN rappelle que dans les avis initiaux, il a été recommandé d'impliquer les différents acteurs locaux, notamment les associations, dans le travail de proximité.

Selon **M. Jean-Marie CHOLEUR**, le manque de retour de la part des associations et des collectivités locales a conduit à les ignorer.

M. Ambroise MARTIN explique que les problèmes de retour et d'évaluation des actions locales ont été soulignés.

M. Olivier ANDRAULT souligne l'importance de la mobilisation de la Présidence de la République pour l'ensemble des acteurs intervenant sur la problématique de l'obésité. A cet égard, il souhaite connaître la date de sortie du rapport de la Commission Elysée Obésité et le nombre de recommandations qu'elle a formulées.

M. Paul SAVRY souligne l'importance de la mise en œuvre de la politique nutritionnelle

- en particulier les recommandations du Groupe d'Etude des Marchés Restauration Collective et Nutrition (GEMRCN) - dans le milieu scolaire. Il constate cependant que le Ministère de l'Education Nationale ne mène plus de véritable politique de restauration, et par conséquent ne dispose plus d'un «Monsieur Restauration». De ce fait, les collectivités territoriales rencontrent des difficultés pour identifier un interlocuteur au niveau de ce Ministère. Cela explique pourquoi, selon **M. Paul SAVRY**, les plans de formation définis par les rectorats ne contiennent plus d'axe restauration destiné aux gestionnaires des collèges et des lycées. Cette absence est regrettable dans la mesure où le binôme gestionnaire-intendant/chef de cuisine joue un rôle essentiel pour définir et mettre en œuvre de véritables plans alimentaires équilibrés, permettant aux élèves de bénéficier des recommandations du GEMRCN.

M. Paul SAVRY souhaite donc que le Ministère de l'Education Nationale alloue des moyens suffisants à la restauration collective en milieu scolaire, qui relève d'une compétence partagée.

Concernant le point 6.4.3 du document (« Par la prise en compte, dans l'élaboration des programmes de recherche, de l'avis des parties prenantes »), **Mme Catherine ESNOUF** rappelle que depuis 2000, l'INRA saisit systématiquement le CNA à l'occasion de l'élaboration de son document d'orientation ; la réaction du Conseil étant ensuite prise en compte par l'Institut dans la définition finale de sa politique stratégique et de ses plans d'action sur quatre ans.

Elle indique à cet égard que l'INRA vient à nouveau de saisir le CNA sur son futur document d'orientation qui est en cours

d'élaboration. Par ailleurs, elle encourage le Conseil à promouvoir auprès des agences de financement des propositions d'axe de recherche. La possibilité d'un renouvellement du programme alimentation étant en discussion à l'ANR, **Mme Catherine ESNOUF** estime que le moment est opportun pour suggérer à cette agence de le maintenir.

M. le Président VALLAT s'engage à améliorer la rédaction du point 6.4.3 en tenant compte de la remarque de Mme Catherine ESNOUF. Il ajoute que le CNA a bien reçu une lettre de Mme Marion GUILLOU lui proposant un échange sur l'élaboration du prochain document d'orientation de l'INRA. Une réponse officielle lui sera adressée prochainement

M. Michel SENDRA suggère de mener un travail d'éducation au goût aux périodes de l'enfance et de la petite-enfance. Il souhaite que des moyens suffisants soient alloués au niveau du Ministère de l'Education Nationale pour mener à bien ce travail de sensibilisation, afin que les industriels n'aient plus le champ libre pour inciter les enfants à consommer des produits excessivement sucrés et gras.

M. Ambroise MARTIN reconnaît que le lien entre les produits et les terroirs n'a pas été suffisamment développé dans le document.

M. le Président VALLAT estime, pour sa part, que le sujet mis en avant par M. Michel SENDRA est développé dans les pages 5 et 6 du document.

En outre, il annonce que ledit sujet sera au cœur du nouveau mandat qui fera l'objet du point suivant de cette séance plénière.

Mme Catherine CHOMA fait savoir que le rapport de la Commission Elysée Obésité

rendu le 15 décembre dernier est confidentiel et qu'elle ne dispose pas d'informations sur les suites qui lui seront données par le Président de la République. S'agissant de la restauration scolaire, **Mme Catherine CHOMA** explique qu'un travail important a été mené en 2009 avec la DGAL et le Ministère de l'Education Nationale pour préparer les textes visant à rendre obligatoires les recommandations du GEMRCN. Faute d'une base législative dans la loi «Hôpital, patients, santé et territoires», il n'a pas été possible de publier lesdits textes, qui avaient été transmis à la Commission consultative d'évaluation des normes. Des dispositions figurent dans le projet de loi de modernisation agricole. Le travail mené sur l'élaboration desdits textes et le dispositif d'accompagnement, notamment des gestionnaires, se poursuit.

Concernant le rapport, **Mme Catherine CHOMA** indique que les chartes d'engagement volontaire de progrès nutritionnels ont été signées à ce jour par 15 acteurs de la chaîne alimentaire.

M. le Président VALLAT propose d'incorporer ces différentes remarques lors de la rédaction de la version définitive du document.

Il indique également que le secrétariat préparera une lettre à l'attention des tutelles, en insistant sur la mise en œuvre des recommandations du CNA.

A cet égard, il souligne l'importance, pour la crédibilité du CNA, de veiller à ce que les avis adoptés soient suivis d'effets par les différentes tutelles ministérielles concernées.

6. Programme national de l'alimentation : présentation de la lettre de mission de Monsieur Bruno LE MAIRE à Monsieur Bernard VALLAT et mise en place du groupe de travail *ad hoc*

M. le Président VALLAT explique que le Ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche lui a adressé un courrier dans lequel il demande que le CNA lui fasse des propositions pour l'élaboration du futur programme national pour l'alimentation qui figure d'ores et déjà dans le projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche. Il souligne le caractère nouveau de cette demande et l'urgence d'y répondre dans les meilleures conditions. Il propose, à cette fin, de créer quatre groupes de travail, à savoir :

- Le groupe de travail n°1 qui traiterait des questions de souveraineté, d'indépendance et de qualité sanitaire des produits alimentaires. Il reprendra les axes n°1 «garantir la souveraineté et l'indépendance alimentaire (notamment la quantité, la sûreté, l'autonomie et la maîtrise des ressources)» et n°5 «sécuriser la qualité sanitaire des productions alimentaires» de la lettre de mission du Ministre.
- Le groupe de travail n°2 s'intéressera quant à lui au thème «Eduquer, informer et agir sur la demande». Il portera sur l'axe n°2 «éduquer, informer et permettre des choix alimentaires éclairés», l'axe n°3 «garantir l'accès des plus vulnérables à une alimentation de qualité» et l'axe n°4 «encourager les initiatives publiques et privées visant à favoriser les bons comportements alimentaires au

sens d'agir sur l'environnement du consommateur» de la lettre de mission.

- Le groupe de travail n°3 se penchera sur l'amélioration de l'offre, la durabilité et la qualité des produits agricoles et agroalimentaires, avec l'axe n°5 «promouvoir et soutenir l'innovation visant à mieux répondre aux attentes du consommateur et aux objectifs d'équilibre, de diversité et de santé», l'axe n°8 «adapter la production agricole pour répondre aux attentes sociétales et aux exigences économiques au sens de faire intégrer par l'amont les attentes de l'aval» et l'axe n°9 «réduire l'impact environnemental de notre système alimentaire» de la lettre de mission.
- Enfin, le groupe de travail n°4 s'intéressera à la promotion et à la valorisation du patrimoine alimentaire et culinaire national.

M. le Président VALLAT présente ensuite le calendrier des travaux. La séance d'installation des quatre groupes de travail se fera le 22 janvier à 15 heures au Ministère de l'Alimentation. La présentation des rapports d'étape par les quatre présidents et rapporteurs des groupes de travail aura lieu lors de la séance plénière du CNA du 30 mars à 14 heures 30 au Ministère de l'Economie. A cette occasion, seront fixées les modalités de présentation des rapports par les quatre présidents des groupes de travail lors d'une séance plénière extraordinaire du CNA qui aura lieu fin mai, ou début juin, à la demande du Ministre. Six réunions pour le groupe de travail n°2 ont d'ores et déjà été fixées et se tiendront d'ici la fin du mois de mai. **M. le Président VALLAT** pense qu'un nombre similaire de réunions est à prévoir pour les autres groupes de travail. Compte tenu des délais imposés par

le calendrier, les présidences des groupes ont d'ores et déjà été arrêtées. Le groupe de travail n°1 sera présidé par M. Bertrand HERVIEU, le groupe de travail n°2 par M. Eric BRIAT, le groupe de travail n°3 par M. Pierre COMBRIS. Le secrétariat du CNA assurera la fonction de rapporteur pour ces trois groupes. Le groupe de travail n°4 sera présidé par M. Henri CHARVET, M. Pierre SANNER en sera rapporteur.

M. le Président VALLAT insiste sur le caractère atypique de la mission confiée au CNA et sur la nécessité de produire un document de qualité en s'appuyant sur toute l'expérience accumulée depuis près de 25 ans par ses membres au travers, notamment, de ses nombreux avis et recommandations.

M. Jean-Loup ALLAIN s'interroge sur l'identité des présidents des différents groupes de travail.

M. Alain BLOGOWSKI présente les différents présidents. M. Bertrand HERVIEU est un sociologue émérite qui a été président de l'INRA, directeur de recherche au CNRS, secrétaire général du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), ancien conseiller du Ministre de l'Agriculture M. Jean Glavany. Il est actuellement membre du Conseil d'Administration du CIRAD et inspecteur général au Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux. M. Eric BRIAT est Directeur général de l'Institut national de la consommation (INC) et Directeur de publication de la revue *60 millions de consommateurs* ; il a notamment travaillé avec la DGAL sur ConsoMag et des émissions d'information sur l'alimentation des enfants. M. Pierre COMBRIS, de l'INRA, est bien connu du CNA. M. Henri

CHARVET est un grand chef cuisinier qui préside Euro-Toques.

Mme Béatrice ROUGY explique qu'une étude menée en Languedoc-Roussillon sur la santé des jeunes a montré que 10 % d'entre eux souffrent de la faim. Ce public, âgé de 18 à 25 ans, est exclu des minima sociaux. Ce problème alimentaire est confirmé par le baromètre Santé Nutrition, qui sera publié le 26 janvier. D'une manière générale, **Mme Béatrice ROUGY** constate que l'organisation de l'alimentation des populations démunies, jusqu'alors trop souvent laissée aux organismes caritatifs, présente des lacunes en termes à la fois de structuration à l'échelle du territoire et d'équité à l'accès. Ainsi, elle souhaite que soit rappelée la responsabilité des pouvoirs publics en matière d'accès à l'alimentation, notamment des populations les plus démunies.

M. le Président VALLAT invite les membres du CNA à participer aux réflexions des quatre groupes de travail et à s'inscrire auprès du secrétariat. Il précise qu'il souhaite vivement que les effectifs des quatre groupes soient équilibrés et reflètent bien les différentes sensibilités et collèges. Il demande au secrétariat de veiller à ce point, en ré-équilibrant si nécessaire, les participations dans un souci d'efficacité et de respect des délais.

M. Alain REUGE fait tout d'abord remarquer que la lettre du Ministre a été adressée au Président du CNA. Appréciant que le CNA ait jusqu'alors voulu s'exonérer des contraintes conjoncturelles, notamment pour pouvoir prendre le temps de rendre ses avis, il doute que la méthode de travail consistant à répondre à une injonction du Ministre soit pertinente pour parvenir à un consensus et élaborer de

solides propositions socio-économiques. De même, il s'interroge sur la capacité du CNA à travailler sur un texte de loi qui devrait être promulgué sous peu. Par ailleurs, il suggère de rédiger des propositions de mandat spécifique à chacun des quatre groupes de travail. Il constate que des éléments figurant dans l'intervention du Ministre de l'Agriculture du 26 novembre dernier - par exemple la mention du CNC - sont absents de la lettre de saisine envoyée à au Président VALLAT. Il s'interroge également sur l'articulation de cette saisine avec les réflexions en cours au niveau européen sur la sécurisation, la souveraineté et l'indépendance alimentaire. Enfin, il estime que les délais proposés au groupe de travail ne sont pas raisonnables. Selon **M. Alain REUGE**, la situation présente relève d'un des deux cas suivants : s'il s'agit d'une saisine dans le cadre d'une loi d'orientation et de programmation, le CESE est compétent et a obligation d'être saisi ; s'il s'agit d'une expertise socio-économique sur l'alimentation, le CNA n'a pas à se précipiter pour rendre son avis.

M. le Président VALLAT explique que la saisine est bien adressée au CNA puisque le Ministre, dans sa lettre, précise : *«J'attends plus particulièrement du Conseil National de l'Alimentation des recommandations...»*. Ainsi il estime que ce sujet ne suscite aucune ambiguïté. Il ajoute que cette lettre fait suite à un débat interministériel au sein du gouvernement, lequel a conduit aux arbitrages relatifs au projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche, qui comporte un volet alimentation. Lesdits arbitrages ont conduit à demander au Ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche d'élaborer un programme alimentaire national. Le **Président VALLAT** estime donc qu'il est fait honneur au CNA en lui demandant de

proposer au gouvernement, pour le débat parlementaire, des éléments beaucoup plus concrets. Il ajoute que cette demande constitue une opportunité unique pour le CNA de faire valoir ses compétences au niveau national, voire communautaire, puisqu'il forgera des positions nationales qui seront ensuite défendues au niveau européen.

M. le Président VALLAT fait savoir qu'il n'a aucun état d'âme pour honorer la demande du Ministre, avec l'appui des membres du CNA. Il invite M. Alain REUGE à faire valoir son point de vue en s'inscrivant dans le groupe de travail qui lui semble le plus important par rapport à ses objectifs. Enfin, **M. le Président VALLAT** explique que la question de la Politique agricole commune ne peut pas être éludée dans les débats, et pourra donc faire l'objet de discussions ouvertes dans le groupe au sein duquel la PAC tient une place importante.

M. Etienne GANGNERON rappelle qu'à l'occasion de l'installation du nouveau CNA, il avait interrogé le Ministre sur les questions de l'emploi en agriculture et que ce dernier avait bien répondu sur le foncier, mais ne s'était pas prononcé sur le soutien aux revenus des agriculteurs. Si **M. Etienne GANGNERON** apprécie que la politique agricole soit recentrée sur l'alimentation, en associant les autres ministères (Santé, Consommation, ...), il estime que cette réorientation implique un rééquilibrage des soutiens publics, notamment entre les producteurs de biocarburants et les producteurs de fruits et légumes, ces derniers étant exclus du dispositif d'aide aux revenus de la PAC.

M. le Président VALLAT estime que l'emploi est en filigrane dans tous les axes du futur programme pour l'alimentation et qu'il conviendra simplement de valoriser

cette question dans le rapport. En outre, il explique à nouveau que les réflexions sur l'avenir de la PAC sous-tendront les discussions sur les axes n°1 et 8.

M. Ambroise MARTIN soutient le point de vue du Président VALLAT sur la demande du Ministre. Il estime à cet égard que c'est un peu par défaut que le CNA a joué le rôle de cercle d'expertise socio-économique, puisque le Conseil est une instance de concertation, et non forcément une instance d'expertise. Du fait de l'absence d'une telle instance, le CNA a souvent joué ce rôle.

Ensuite, il explique que les groupes de travail ne partiront pas de zéro puisque soixante-six avis ont d'ores et déjà été adoptés. A cet égard, il rappelle que, dans le cadre d'un de ces avis, le CNA avait appelé de ses vœux la création d'une véritable politique alimentaire, visant à articuler au mieux la politique nutritionnelle et la politique agricole.

Ainsi, **M. Ambroise MARTIN** souhaiterait que les membres du groupe de travail «Politique Nutritionnelle» participent activement à chacun des groupes pour veiller à l'articulation entre les différentes politiques.

M. le Président VALLAT fait savoir qu'il s'autorisera à adapter le vocable utilisé au niveau ministériel, pour le rendre plus opérationnel dans le cadre des discussions menées au sein des groupes de travail.

Mme Odile LETISSIER constate que le courrier du Ministre ne fait que reprendre les thèmes des alinéas de l'article 1 du projet de loi de modernisation agricole. Elle rappelle que ledit article charge le gouvernement de définir une politique de l'alimentation. Contrairement à la position exprimée par M. Alain REUGE, Mme Odile

LETISSIER se félicite que le gouvernement ait, pour une fois, pensé au CNA ; elle regrette cependant que les délais soient excessivement courts pour prendre le temps de mener les réflexions.

M. Frédéric ERNOU estime également que les délais sont très courts. Il demande si les groupes de travail formuleront des mesures d'ordre législatif ou, plus classiquement, des recommandations relatives à l'organisation ou aux moyens publics mis en œuvre.

M. le Président VALLAT explique que le rapport, à l'issue de son adoption, sera accessible à tous les parlementaires et pourra donc nourrir leurs réflexions lors des débats législatifs. Il rappelle que les groupes de travail devront proposer des éléments du programme national pour l'alimentation qui accompagnera les dispositions de la loi.

M. Stéphane TOUZET apprécie le défi proposé au CNA, mais s'interroge cependant sur sa faisabilité compte tenu du calendrier.

M. le Président VALLAT envisage un rythme de deux réunions mensuelles pour chaque groupe entre début février et fin mai et précise qu'à l'issue de la présentation du rapport d'étape certaines propositions pourraient être réorientées. De ce fait, une longue discussion sur ce point sera donc à prévoir lors de la réunion du 30 mars. D'une manière générale, il fait part de son optimisme sur la conduite de ce projet, puisqu'un grand nombre d'avis existants pourront, au moins en partie, être repris dans les propositions. En outre, le secrétariat sera chargé de constituer la bibliographie des groupes de travail.

Il ajoute que, dans le cadre de commandes relatives à des projets de lois, il a eu

l'occasion de réaliser, avec succès, ce type de travail en quelques jours. Ainsi il n'y a aucun doute quant à la capacité du CNA à relever ce défi.

M. Stéphane TOUZET ne se considère pas pessimiste, mais s'interroge sur la capacité de l'ensemble des membres du CNA à réagir sur les travaux des quatre groupes dans un délai de deux à trois jours.

M. le Président VALLAT rappelle que la commande porte sur des éléments d'orientation d'une politique intégrée de l'alimentation, et non sur des éléments de programme précis et chiffrés. Lesdits éléments seront ensuite déclinés, action par action, par le gouvernement. Ce travail de déclinaison ne relèvera pas du CNA.

Compte tenu des délais impartis, les présidents des groupes de travail devront orienter les travaux pour « adapter la voilure » aux ressources en temps et en personnes dont ils disposeront.

M. le Président VALLAT estime que le CNA aura joué un véritable rôle de parlement de l'alimentation si les grandes orientations qu'il aura adoptées sont reprises par le gouvernement.

M. Jean-Marie CHOLEUR suggère de reprendre les nombreux avis rendus par le CNA pour tenir les délais.

M. le Président VALLAT invite le secrétariat à sélectionner les recommandations déjà émises dans les avis existants et à les ventiler dans les huit axes. Il appartiendra ensuite aux groupes de travail de combler les vides.

7. Présentation du projet d'arrêté fixant les modalités de fonctionnement du Conseil national de l'alimentation



M. le Président VALLAT invite l'assemblée à faire part de ses commentaires sur le projet d'arrêté fixant les modalités de fonctionnement du CNA.

Concernant l'article 5 du projet, **M. Olivier ANDRAULT** propose de faire figurer les éventuelles opinions divergentes dans le corps du texte, et non pas en annexe, comme cela est indiqué dans la version du projet figurant dans le dossier.

M. Alain BLOGOWSKI propose, comme le souhaite M. Olivier ANDRAULT, de revenir à la formulation antérieure.

Il précise que, lors du dernier avis adopté en juin 2008, les remarques de l'ANIA ont été placées en annexe pour ne pas alourdir le corps du texte.

M. Charles PERNIN constate que la version électronique du projet fait mention de la disposition suivante « *Tout membre du CNA peut demander à faire figurer une opinion divergente dans le corps du texte* ». Pour clarifier ce point, il suggère de remplacer la formulation par « *Les positions divergentes, lorsqu'elles sont portées par la majorité d'un collège, sont introduites dans le corps du texte* ».

M. le Président VALLAT constate que ce point ne semble pas encore « mûr » et indique que les échanges d'aujourd'hui permettront de collecter les remarques des membres du CNA sur ce premier projet d'arrêté. Un texte consolidé sera élaboré par le secrétariat sur la base des remarques recueillies ce matin et soumis à l'adoption lors de la séance plénière du CNA du 30 mars prochain.

M. Alain REUGE demande que tout avis comporte un résumé soumis à adoption.

M. Alain BLOGOWSKI rappelle que le résumé des avis était jusqu'alors sous la responsabilité du secrétariat, et n'engageait pas les membres du CNA.

Il se déclare cependant favorable à l'ajout systématique d'un résumé aux avis.

M. le Président VALLAT s'engage à réfléchir à cette proposition.

M. Bernard CHEVALIER précise que le projet en discussion est celui qui a été envoyé par mail le 8 janvier, et non la version papier figurant dans les dossiers.

Par ailleurs, il s'interroge sur la prise en compte de la position des collèges ou des organisations.

M. Alain BLOGOWSKI s'engage à travailler sur ce sujet, en se déclarant favorable à une solution souple telle que « *Les avis divergents figureront dans le corps du texte* », sans tenir compte du caractère majoritaire ou minoritaire d'un collège.

Il précise que la version discutée en séance est celle du 8 janvier.

M. le Président VALLAT propose que le secrétariat mette au point une nouvelle version du texte en intégrant les

remarques formulées ce matin et que celle-ci fasse l'objet d'une nouvelle présentation lors de la prochaine séance plénière du Conseil le 30 mars prochain.

8. Présentation des enjeux de l'alimentation durable et de la réflexion prospective INRA-CIRAD par Mme Catherine ESNOUF et M. Nicolas BRICAS

Mme Catherine ESNOUF présente les trois enjeux du développement durable tels qu'ils sont définis par Olivier GODARD :

- La transformation des modes de développement technique et économique afin de les rendre compatibles avec les exigences environnementales à long terme ;
- L'équité inter-générationnelle pour réunir les conditions d'une action commune dans la promotion des biens collectifs essentiels, aux différentes échelles territoriales, dont le niveau planétaire ;
- L'acceptation, par les générations présentes, de coûts, d'obligations et de limites déterminés en fonction d'un intérêt pour le devenir des générations futures, dans la mesure où le développement durable doit se traduire en actions.

Traditionnellement, le développement durable repose sur trois piliers (social, environnemental et économique). Pour l'alimentation durable, il convient d'ajouter le pilier de la santé. Les enjeux santé d'une alimentation durable sont les modes de vie et d'alimentation (malnutrition par carence, obésité, cancers, allergies, etc.), la qualité

sanitaire des aliments (mycotoxines, pesticides, etc.) et l'immunité de la population. Pour l'environnement, les enjeux sont les pollutions (nappes phréatiques, air, cours d'eau), les émissions de gaz à effet de serre (CO_2 , CH_4 , N_2O), la biodiversité (matières premières agroalimentaires et microbiennes) et la ressource en eau.

Les enjeux sociaux sont : les inégalités dans l'accès à l'alimentation au Nord comme au Sud (respectivement 3 et 30 millions de personnes ont recours à l'aide alimentaire en France et aux Etats-Unis) ; la gouvernance du système alimentaire (ex : mondialisation d'une gouvernance des échanges de matières premières) ; la maîtrise sociale des techniques et l'acceptabilité par les consommateurs d'un certain nombre de développements techniques (ex : OGM, nanotechnologies) et l'anxiété des mangeurs.

La garantie de la performance et de l'emploi dans les filières de production, de transformation et de distribution agroalimentaires sont les principaux enjeux économiques. A l'avenir, l'instabilité et la volatilité des prix des matières premières risquent d'être plus importantes, et leur disponibilité moins grande.

Mme Catherine ESNOUF décrit ensuite l'environnement dans lequel s'inscrivent ces évolutions. Selon l'ONU, le pic de population mondiale, compris entre 7 et 10 milliards d'habitants, sera atteint en 2050. L'âge moyen de la population mondiale sera alors de 38 ans, contre 28 aujourd'hui. D'ici 30 ans, les deux tiers de la population seront urbains, contre la moitié en 2008.

Parallèlement à ces évolutions démographiques, une évolution de la demande alimentaire est observée. Si la consommation de viande augmente en

fonction des revenus, on constate également une dispersion très importante des modèles alimentaires entre les pays aux revenus élevés.

La disponibilité alimentaire mondiale - c'est-à-dire la production nationale + imports - exports - est en moyenne de 3 000 kcal/pers/jour, soit 30 % du volume produit qui atteignent le niveau du consommateur. La disponibilité est très variable selon les zones géographiques (ex : OCDE : 3 952 kcal/hab/j ; Afrique subsaharienne : 2 436 kcal/hab/j).

Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (2009), 2 000 kcal/hab/j sont, en moyenne, disponibles à la consommation à l'échelle mondiale, pour une production de 4 600 kcal/hab/j ; la différence est liée aux pertes après récolte, à l'alimentation animale et aux pertes tout au long de la chaîne alimentaire. Un des grands enjeux à venir de la sécurité alimentaire sera donc de réduire ces pertes, en particulier les gaspillages.

Selon la FAO, 1,02 milliard d'habitants souffrait de la faim en 2009, dont 642 millions en Asie ; la part la plus forte de la population en état de sous-alimentation se concentre toutefois en Afrique.

Des données sur l'état nutritionnel de la population adulte selon le niveau de développement montrent qu'il y a, à l'échelle mondiale, plus d'obèses que de personnes malnutries. Il en va de même dans les pays industrialisés, ce qui montre que la part des personnes malnutries n'est pas nulle dans ces pays. Dans les pays en développement, le nombre de personnes obèses est sensiblement identique à celui des personnes malnutries. Ces pays ne sont absolument pas préparés aux maladies qui découlent de ces états.

Concernant les enjeux sociaux, **Mme Catherine ESNOUF** présente un éclairage sur les inégalités sociales par rapport à l'obésité. Le calcul d'un indice d'inégalités sociales par rapport au niveau d'éducation et au taux d'obésité montre que la France se situe en tête des pays européens. En outre, les plus grandes inégalités concernent les femmes. Cette étude révèle donc un enjeu social fort pour une alimentation durable.

De plus, l'indice d'obésité a progressé chez les bas revenus (moins de 900 euros par mois) de 12 à 19 % entre 1997 et 2006. Par ailleurs, entre 1960 et 2000, la production agricole a plus que doublé dans le monde entier, à l'exception des pays de l'ex-URSS.

Parmi les contraintes à venir qui vont peser sur l'alimentation figure la demande non-alimentaire pour l'énergie, la chimie, les matériaux, avec des exigences d'utilisation de carbone renouvelable. Dans ce contexte, paraissent incontournables :

- La lutte contre l'effet de serre ;
- La rupture prévisible dans le domaine de la chimie (règlement REACH, qui réévalue les principaux produits chimiques en termes de sécurité et va en interdire un certain nombre) ;
- La diminution de la dépendance de la France et de l'Union européenne en carbone fossile ;
- Le besoin en substituts au carbone fossile mondialement.

Cette demande accrue sur les ressources va accroître la pression sur les terres. Cette évolution s'opère dans un contexte de changements globaux. Le premier d'entre eux est le changement climatique. L'impératif absolu est de limiter la hausse des températures à 2°C ; or, les mesures prises laissent à penser que cet objectif

sera difficile à atteindre. L'agriculture et l'utilisation des espaces contribuent pour environ un quart des émissions de gaz à effet de serre. Une controverse est née sur l'oxyde d'azote, qui est un très puissant gaz à effet de serre. En effet, les expertises scientifiques divergent sur l'évaluation de son impact par rapport aux modes de production agricole.

L'alimentation ne se limite pas à l'agriculture, puisqu'elle génère une activité de transport (qui contribue, à hauteur de 14 %, aux émissions mondiales de gaz à effet de serre) et une dépense d'énergie, notamment lors des opérations de cuisson.

Le deuxième élément de contexte de changements globaux est l'accroissement de la circulation mondiale des biens et des personnes. Cette évolution favorise l'explosion des invasions biologiques et l'émergence de maladies, et conduit à se poser la question de considérer la planète comme unité sanitaire unique. Un autre élément de contexte est la mondialisation des marchés et des circuits financiers.

Dans le domaine de l'alimentation, les chantiers suivants sont à ouvrir à l'échelle globale :

- Assurer la sécurité alimentaire, sous toutes ses contraintes ;
- Limiter les inégalités ;
- Contenir les pathologies liées à l'alimentation ;
- S'adapter aux changements environnementaux ;
- Accroître la production agricole, pour des usages alimentaires et non alimentaires ;
- Gérer des ressources naturelles sous tension (eau, sol, y compris la biodiversité).

L'objectif pour la recherche est donc de diminuer les incertitudes et d'investir massivement. Les apports de connaissances contribueront à éclairer par exemple les controverses suivantes :

- La part des pourcentages de protéines végétales et animales ;
- Les modèles de décroissance *versus* ceux de développement ;
- Les enjeux locaux *versus* les enjeux mondiaux ;
- Les méthodes de mesures des coûts environnementaux et sociaux (ex : biocarburants).

L'INRA et le CIRAD ont initié une réflexion sur l'alimentation durable, baptisée DuALine (DURabilité de l'ALimentation face à de Nouveaux Enjeux), avec l'objectif de réaliser un état des connaissances et d'identifier les points critiques pour définir les priorités de recherche. Les enjeux de cette réflexion sont les suivants :

- Identifier les points critiques de non durabilité dans les pays du Nord et du Sud, de la ferme au consommateur ;
- Appréhender les enjeux nutritionnels, environnementaux, économiques et sociaux, leurs contradictions et conciliation ;
- Définir une approche par les régimes et pratiques alimentaires.

Cette réflexion INRA-CIRAD a été initiée en novembre 2009, et se poursuivra durant 18 mois. Elle implique plus d'une centaine d'experts au niveau national et international, ainsi que des porteurs d'enjeux, c'est-à-dire des acteurs de l'industrie, de la distribution et des associations de consommateurs.

M. le Président VALLAT invite tout d'abord à utiliser avec prudence les données de l'ONU qui sont souvent mal actualisées ou basées sur des déclarations nationales qui peuvent relever de finalités politiques. Dans une approche scientifique, il suggère d'employer, lorsque cela est possible, d'autres sources statistiques. Concernant les statistiques relatives aux estimations de pertes, il constate que celles-ci sont souvent minimisées, car les administrations veulent généralement montrer, notamment, que les pesticides ont bien été distribués et appliqués. Par ailleurs, il estime qu'il serait malsain de focaliser les débats sur les apports protéiques sur la seule production carnée, et suggère ainsi de les relier aux débats sur le lait et d'autres produits animaux, comme les œufs ; d'une manière générale, il constate que les débats sont trop souvent biaisés en n'intégrant que la viande. Puis, **M. le Président VALLAT** ouvre la discussion.

Mme Mariette GERBER remercie Mme Catherine ESNOUF pour son exposé très intéressant. Elle la félicite d'avoir adopté une approche par régime et par type alimentaire, plutôt que par aliment ou filière. Par ailleurs, elle constate que la présentation n'aborde pas la question de la transformation des aliments. Or, cette dernière présente un lien important avec la santé, dans la mesure où les personnes aux plus faibles revenus consomment souvent des produits industriels qui sont facteurs d'obésité.

Mme Béatrice ROUGY remercie Mme Catherine ESNOUF pour son exposé. Concernant les inégalités sociales de santé, elle constate que la France figure parmi les pays de l'OCDE les moins bien placés, malgré la mise en place de la CMU et d'autres dispositifs de santé qui ont été

essentiellement centrés sur les soins. Ainsi, la question de l'alimentation peut faire émerger une réflexion sur la santé. Par ailleurs, **Mme Béatrice ROUGY** explique qu'un certain nombre d'études a souligné un taux plus important d'obésité chez les hommes que chez les femmes.

M. Charles PERNIN demande si la contribution de l'agriculture aux émissions de gaz à effet de serre, à hauteur de 25 % environ, constitue une donnée fiable. Par ailleurs, il souhaite que soit précisée la différence entre agriculture et usage de la terre.

M. Etienne GANGNERON demande si la capacité de résistance des femmes a été intégrée dans l'hypothèse démographique au niveau mondial. En effet, celles-ci ont la capacité, lorsqu'elles sont informées et «libérées», de choisir le nombre de leurs enfants. Dans certains villages indiens, il a pu ainsi observer que le nombre moyen d'enfants par femme était passé de 7-8 à 2-3 lorsqu'un travail était mené en matière de planning familial. En outre, les enfants allaient davantage à l'école et constituaient ainsi des vecteurs positifs à l'évolution des sociétés.

M. Bernard CHEVALIER constate que, parallèlement à l'aide publique, qui peut être assez facilement appréhendée, existe le secteur informel, qui se manifeste à travers la solidarité intergénérationnelle et le système caritatif. A cet égard, il constate que l'Etat français présente la spécificité de s'être dégagé du système caritatif, qui n'est pas totalement contrôlé, et l'est beaucoup moins que le secteur étatique. Ainsi, il souhaite que l'analyse des inégalités sociales s'appuie sur les données officielles, sans pour autant noircir le problème en ne tenant pas compte de la solidarité caritative et intergénérationnelle.

M. Michel SENDRA suggère de distinguer les circuits courts et les circuits longs pour mieux évaluer les taux de pertes. Concernant les émissions sectorielles de gaz à effet de serre, il insiste sur l'intérêt de prendre en compte les émissions d'oxygène liées à l'entretien des cultures.

M. Louis ORENGA estime que le récent discours mondial sur l'impact de la production de viande dans les émissions de gaz à effet de serre est totalement déconnecté de la réalité des évolutions de consommation et du cheptel en France et en Europe. Il suggère que, parallèlement aux constats mondiaux, soient introduites des adaptations de propositions opérationnelles par grandes régions du monde.

M. Nicolas BRICAS admet le manque de fiabilité des statistiques de l'ONU. Il précise que ces données sont généralement croisées avec celles de l'USDA, ainsi qu'avec les enquêtes alimentaires. Ces différentes sources de données montrent que le décalage entre la disponibilité et la consommation est d'autant plus grand que les pays sont développés. Ce décalage confirme l'intérêt de l'enjeu des pertes et de la durabilité du système.

Par ailleurs, il reconnaît que les analyses ne doivent pas se limiter à la viande, mais inclure l'ensemble des produits animaux. Il souligne l'intérêt de l'approche en termes de régime, en précisant que ladite approche n'interdit pas d'analyser des régimes spécifiques, comme ceux à forte part de produits transformés. A propos de la question des inégalités et de l'alimentation, il explique que la double charge, c'est-à-dire les situations où les pays qui ont connu des malnutritions par carence connaissent aujourd'hui des situations de surcharge et de surconsommation, a été montrée dans les

pays en croissance économique rapide, alors que ce phénomène est en train de prendre de l'ampleur dans les pays développés. Ainsi, les politiques nutritionnelles vont devoir intégrer les situations de surcharge, d'obésité et de malnutrition par carence. A cet égard, **M. Nicolas BRICAS** annonce que le 26 janvier à Agropolis seront présentés les résultats du baromètre nutrition, en particulier ceux du sur-échantillon étudié en Languedoc-Roussillon, avec une attention particulière portée aux questions de précarité.

Ensuite, il souligne la multiplicité des débats entre démographes sur les facteurs permettant d'accélérer la transition démographique. L'éducation des femmes constitue un des nombreux facteurs. Des travaux brésiliens ont montré que les nouveaux modèles véhiculés par les médias ont joué un rôle important dans l'accélération de cette transition au Brésil. La croissance économique constitue un autre facteur. L'évolution de la démographie mondiale étant multifactorielle, l'état de la population de la planète en 2050 est soumis à de nombreuses incertitudes. Cela explique pourquoi seules la Chine et l'Inde ont véritablement réussi à réguler les naissances à travers des politiques actives.

M. Nicolas BRICAS fait ensuite remarquer qu'au sein de l'OCDE, la France est un des pays qui se caractérise par de fortes inégalités sociales et en termes de santé et d'alimentation. Les questions alimentaires étant uniquement gérées par le secteur privé, le secteur associatif et la solidarité intergénérationnelle et familiale, **M. Nicolas BRICAS** estime que l'intervention de l'Etat sur les questions de l'accroissement de la précarité et des disparités devrait faire l'objet d'un débat public.

Mme Catherine ESNOUF explique que dans les pays développés, les pertes «incontournables» et les gaspillages sont particulièrement importants. Ainsi, une récente enquête de l'ADEME sur le contenu des poubelles en France a montré que 7 kg par habitant de produits non déballés sont jetés chaque année. Entre la distribution et les consommateurs des pays développés, environ 30 % de production sont perdus. Cette part importante de pertes ouvre un large champ de connaissances à acquérir.

Par ailleurs, **Mme Catherine ESNOUF** annonce qu'un atelier sera consacré aux questions de localisation des productions, en intégrant notamment des éléments sur les circuits courts et les circuits longs. Concernant la gestion sur la viande, elle explique que l'analyse sera menée, non pas par grandes régions du monde (ex : Millennium Ecosystem Assessment, Agrimonde), mais par pays type, avec des pratiques et des habitudes culturelles spécifiques. Elle précise que les sources de gaz à effet de serre relèvent de statistiques fiables à la fois nationales et européennes. Des études européennes scientifiquement bien établies ont montré que le secteur de l'alimentation, incluant l'agriculture, représente environ 30 % de l'impact gaz à effet de serre. Le transport, l'alimentation et les activités à domicile constituent les trois activités principales contribuant aux impacts environnementaux pour l'Union européenne. Par ailleurs, elle indique qu'un certain nombre d'activités font usage de terres à des fins non agricoles (ex : les forêts).

Concernant la question des inégalités hommes-femmes par rapport à l'obésité, **Mme Catherine ESNOUF** précise que les données présentées constituent des

indicateurs d'inégalités, et non pas des taux absolus.

M. Nicolas BRICAS explique que des études anglaises ont montré que la moitié des dépenses énergétiques liées à la filière alimentaire intervient entre le magasin d'alimentation et l'assiette du consommateur (ex : transport jusqu'au supermarché, stockage dans le réfrigérateur, cuisson, etc.).

D'une manière générale, **M. Nicolas BRICAS** constate que les dépenses énergétiques après l'achat des aliments sont très mal évaluées, et fait l'hypothèse qu'une évaluation plus fine pourrait inciter l'amont de la filière à se dédouaner de faire des efforts. Il souligne toutefois l'intérêt d'explorer ce nouveau champ du post-achat.

Mme Catherine ESNOUF ajoute que l'ADEME a montré que la même quantité de gaz à effet de serre était produite pour aller acheter 1 kg de tomates au supermarché et pour les faire venir d'Espagne ou du Maroc.

M. Frédéric ERNOU s'interroge sur les modalités de mise en œuvre de l'étude présentée.

Mme Catherine ESNOUF explique qu'un important travail bibliographique devra, dans un premier temps, être mené dans les pays non anglo-saxons. Ensuite des experts des pays du Nord et du Sud et des porteurs d'enjeux - acteurs de la transformation, de la distribution, de la production agricole - devront être mobilisés pour apporter leurs connaissances sur des voies d'amélioration et des sources de données non publiques. Cette étude a débuté en novembre 2009, s'échelonnait sur 18 mois et fera l'objet d'une restitution publique. L'enjeu majeur

de l'étude est de tirer des pistes de recherche prioritaires, tout en réalisant un état des lieux des connaissances.

M. Nicolas BRICAS ajoute que ce projet vise non pas à mener des enquêtes supplémentaires, mais à réaliser un état des lieux de la littérature internationale sur l'alimentation durable, notamment dans le but de clarifier les fronts de recherche, de connaissances et de controverses.

M. Frédéric ERNOU souligne l'importance de la revue bibliographique pour clarifier les débats sur certains enjeux.

Mme Laure SOULIAC rappelle que la France compte 8 millions de pauvres, dont 3,6 millions bénéficient de l'aide alimentaire. Les associations caritatives ont indiqué que la demande d'aide alimentaire s'est accrue de 25 % en 2009. Le Plan européen d'aide aux plus démunis (PEAD) bénéficie d'une enveloppe de 78 millions d'euros. 10 millions d'euros ont été alloués au Plan national alimentation, avec une enveloppe exceptionnelle de 13 millions d'euros en 2010. L'aide alimentaire est évaluée à 160 millions d'euros. Depuis la mise en place du PEAD en 1987, les pouvoirs publics passent par les associations caritatives, dans un but d'efficacité, celles-ci faisant l'objet de contrôles. De plus, en ce qui concerne les fruits et légumes, des conventions ont été signées entre FranceAgriMer et les associations caritatives pour respecter la réglementation.

D'une manière générale, **Mme Laure SOULIAC** estime qu'il serait erroné d'affirmer que les pouvoirs publics ne font rien en matière d'aide alimentaire.

Mme Danielle LO STIMOLO estime que le fait d'affirmer que les consommateurs jettent 7 kg de produits non déballés par

an est très discriminant, car cela revient à affirmer que les consommateurs sont les seuls responsables. En outre, elle s'interroge sur la pertinence de ce chiffre.

Mme Catherine ESNOUF précise que cette valeur est tirée d'une enquête menée par l'ADEME à la fin de l'année 2009.

Faisant référence à une étude menée par l'ADEME sur les émissions de carbone liées à la production de viande, **Mme Danielle LO STIMOLO** constate que cet organisme est parfois excessif dans ses analyses.

Mme Catherine ESNOUF fait remarquer que le fait d'affirmer que les consommateurs jettent 7 kg de produits non déballés par an ne constitue pas une accusation, mais un constat, qui met en cause l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire, et non pas uniquement les consommateurs.

*En l'absence de questions complémentaires, **M. le Président VALLAT** clôt la séance en remerciant les organisateurs de cette séance décentralisée.*

Colloque « Durabilité, Identité et Alimentation »

Damien CONARÉ, animateur, rédacteur en chef du *Courrier de la Planète*. La montée en puissance des préoccupations éthiques, sociales et écologiques est une tendance marquante de l'évolution des modes de consommation. A cet égard, les succès de l'agriculture biologique et du commerce équitable montrent que les consommateurs sont de plus en plus attentifs au lien entre les produits qu'ils achètent et les enjeux attachés au lieu et aux conditions de leur production. La consommation durable, éthique, engagée, citoyenne traduit une quête de sens autour de préoccupations identitaires et de durabilité.



Bernard VALLAT, Président du Conseil National de l'Alimentation. Je remercie notre hôte SupAgro et tous les partenaires de ce colloque. Au nom du CNA, je rappelle l'importance que nous attachons aux questions de durabilité et d'identité en lien avec l'alimentation.

Etienne LANDAIS, Directeur de Montpellier SupAgro. Le CNA a pris l'habitude d'organiser chaque année une

session décentralisée dans un établissement d'enseignement supérieur. Je tiens à remercier ses responsables, car cette habitude n'est pas fréquente dans notre pays, où les choses sont assez cloisonnées. Cette initiative est très positive car elle permet à nos enseignants et à nos élèves de s'associer à vos travaux.

Montpellier SupAgro est le Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques. Il a été créé en 2007 par le Ministère de l'Agriculture, dans le cadre d'une politique de regroupement de son dispositif d'enseignement supérieur, qui a été inauguré en 2004. Notre établissement compte 400 agents et 1 300 élèves, dont 25 % sont des élèves étrangers et 50 % sont issus de formations d'ingénieurs. Nous proposons un cursus classique d'ingénieur agronome et un cursus SAADS (Systèmes Agricoles et Agroalimentaires Durables au Sud), géré par notre Institut des régions chaudes - qui constitue l'une des particularités de notre établissement. L'an prochain, nous ouvrirons un cursus d'ingénieur de spécialisation, qui sera centré sur les systèmes d'alimentation dans le monde.

L'environnement de Montpellier SupAgro est très riche puisque nous sommes situés au cœur d'Agropolis, qui est le principal pôle européen de recherche et d'enseignement supérieur agronomique. Cette configuration nous permet d'adosser nos formations à une recherche d'excellence, ce qui constitue la première garantie de la qualité de nos enseignements.

Notre deuxième caractéristique est une doctrine assez ferme en matière de formation, car enseignants et étudiants sont fortement impliqués dans le développement, à travers des activités de

valorisation, de transfert des connaissances issues de la recherche, et de soutien à l'innovation et à la création d'entreprises. L'incubateur que nous avons créé a ainsi permis de donner naissance à plus d'une quinzaine de start-up innovantes.

Cette orientation se traduit aussi par la présence des professionnels, aussi bien dans les instances de l'établissement que dans l'enseignement et l'évaluation de nos activités.

Montpellier SupAgro propose un enseignement militant sur des problématiques liées à l'agriculture, à l'alimentation et à l'environnement, abordées dans une perspective de développement durable. En outre, nous étudions ces problématiques à l'échelle mondiale, avec une ouverture particulière vers le Sud – car Agropolis a vocation à être la plate-forme tournée vers le Sud du consortium agronomique que nous venons de créer à l'échelle nationale pour porter l'ensemble de ces compétences à l'échelle internationale, avec nos partenaires (CIRAD, INRA, IRD, IAM, etc.).

A l'international, nous essayons tout particulièrement de porter une compétence d'ingénierie de formation et des systèmes de formation au Sud. Ainsi nous travaillons actuellement sur un système de formation agricole et rurale au Cameroun.

Recherche de sens après la remise en cause de la société de consommation

Pascale HEBEL

**Directrice du Département
Consommation du CREDOC**

Comme chaque année, je vais vous présenter les points saillants du baromètre de l'alimentation, en tenant compte de la problématique du colloque d'aujourd'hui. La 4^{ème} édition de cette enquête a été menée auprès d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. 998 personnes ont été interrogées en juillet 2009 en face-à-face à leur domicile.

L'année 2008 a été caractérisée par un ralentissement du pouvoir d'achat, lié notamment à une inflation de 5 % sur l'alimentation. La situation s'est améliorée en 2009, en particulier grâce à la réduction de l'inflation sur l'alimentation, à 0,2 %.

Lors de la précédente période de crise, en 1993, la consommation globale a diminué alors qu'en 2008 et en 2009, elle a progressé de respectivement 1 et 0,7 %, car les consommateurs ont puisé dans leur épargne. En 2009, le taux d'épargne a remonté et, pour la première fois depuis dix ans, le recours aux crédits à la consommation a baissé.

Le pic d'inflation observé vers la mi-2008 a été suivi par un ralentissement de l'inflation, puis par une inflation négative à partir de mars 2009. Depuis, les consommateurs ont une perception des prix qui s'est rapprochée de la réalité, alors qu'elle en était très décalée en 2008.

A partir de mi-2007, un très fort décalage entre la réalité économique et la confiance des ménages a été observé, alors que celle-ci était jusqu'alors totalement liée au chômage. Aujourd'hui, le chômage s'accroît fortement et la confiance remonte. Cette dernière demeure cependant faible car elle est désormais étroitement liée à la perception du pouvoir d'achat. Dans le contexte actuel, le consommateur perçoit un pouvoir d'achat plus faible que ce qu'il n'est réellement, ce décalage s'expliquant notamment par la multiplicité des reprises médiatiques sur ce sujet. Ainsi, les messages médiatiques sur le terme « pouvoir d'achat » étaient quatre fois plus nombreux à la fin de 2007 qu'à la fin de 2005.

Concernant l'évolution des critères déterminants le plus le choix du lieu d'achat des aliments, on note qu'entre 2007 et 2008, les consommateurs étaient à 17 % plus nombreux à comparer les prix entre commerces. En 2009, cette évolution s'est stabilisée. Entre 2008 et 2009, la part des critères « proximité du lieu d'achat » et « qualité des produits » est restée stable. L'année 2009 était totalement en ligne, en termes de comportements d'achat, par rapport à 2008, puisque les consommateurs ont essayé ne pas dépenser plus dans l'alimentation.

A propos des critères de choix des produits, les à-coups qui ont été observés sont liés aux réactions relatives à l'amplification médiatique autour des critères d'achat. Les critères « label de qualité » et « marques », qui avaient fortement baissé en 2008, ont connu une remontée en 2009. Par ailleurs, trois critères (garanties écologiques, entreprises respectant les droits des salariés, produit fabriqué en région) ont

dépassé celui de la marque et ont quasiment atteint le niveau du critère « label de qualité ».

En période de crise, le consommateur compare les prix et pose un regard critique sur la société – de l'hyperconsommation. Pour re-consommer, il s'efforce de donner du sens à sa consommation, en accentuant, du moins dans ses déclarations, la consommation plus responsable.

L'avantage santé du produit, la garantie du respect de l'environnement et du bien-être animal, la traçabilité et la composition du produit sont les quatre critères qualifiant favorablement un produit alimentaire en progression en 2009.

A la question « *Seriez-vous prêt à payer plus cher un produit...?* », les réponses apportées en 2008 avaient fait apparaître une baisse de l'ensemble des critères, car les consommateurs étaient dans une démarche de recherche de produits les moins chers possible. En 2009, les critères de consommation engagée (développement durable, commerce équitable, etc.) ont progressé.

Dans le cadre d'une enquête téléphonique menée en questions ouvertes, la question suivante a été posée : « *Si je vous dis développement durable à quoi pensez-vous ?* ». Les notions de protection de l'environnement et d'écologie sont citées par respectivement 28 et 22 % des consommateurs ; 24 % ont répondu ne pas savoir définir la notion de développement durable. L'énergie arrive en 3^{ème} position (17 %), et la santé en dernière position (1 %).

A la question « *Lors de vos achats alimentaires, privilégiez-vous (en premier) ?* », les consommateurs ont d'abord mentionné, à 27 %, l'emballage

recyclable - c'est le choix le moins impliquant, puisqu'il permet aux consommateurs d'en faire porter la responsabilité par l'industriel -alors qu'ils ne sont que 7 % à opter pour un emballage fabriqué à partir de matériaux recyclés. Le critère de « faibles émissions de carbone durant la production et le transport du produit » n'a été cité que par 6 % des consommateurs. 14 % d'entre eux ont déclaré qu'ils n'étaient absolument pas intéressés par les critères de consommation durable.

A la question « *Parmi les acteurs suivants, à qui faites-vous le plus confiance pour vous donner des informations fiables sur ce qu'est une alimentation saine ?* », les consommateurs ont notamment cité les professionnels de santé - en tête à 68,4 %, soit une hausse de 7 points par rapport à 2007 - et les agriculteurs - à 25,6 % en 2009, contre 18,7 % en 2007. Les autres acteurs ont été autant ou moins cités entre 2007 et 2009.

A la question « *A partir de la liste suivante, en quoi devrait consister l'éducation à l'alimentation ?* », la hiérarchie des réponses est restée stable entre 2007 et 2009. Si les critères « apprendre à manger équilibré », « apprendre les règles d'hygiène », « initier au goût et à la diversité des produits » arrivent en tête, le critère « apprendre à cuisiner » connaît la plus forte progression sur la période.

Après chaque crise, des tendances s'accroissent : 1970 avait été marquée par l'image de soi, 1990 par la réassurance. En 2010, la tendance est à la réalisation de soi autonome qui s'exprime de deux façons dans l'alimentation : la coproduction, avec la cuisine faite soi-même (ce qui explique l'explosion des ventes des petits appareils d'électroménager, et la multiplication des

émissions de cuisine) et l'expression accrue du développement durable, qui traduit, dans une société individualiste, une quête de sens au travers de la consommation. Le développement durable prend d'autant plus d'importance qu'il y a réalisation d'économie (par exemple, fruits de saison *versus* fruits importés).

Une alimentation durable doit intégrer la dimension santé, car la prise de conscience globale passe par une amélioration de l'état de santé de la population en général, en améliorant la densité nutritionnelle.

Les populations immigrées, notamment celles de deuxième génération, éprouvent le besoin de revenir à leur culture. Cette évolution explique la progression des marchés positionnés sur le marketing ethnique, et pourrait susciter l'émergence, à terme, de nouvelles pistes pour la qualité.

Le regard du sociologue sur ces deux tendances

Claude FISCHLER

Directeur de recherche au CNRS

Dans les premiers temps de la recherche sur l'alimentation, on a commencé par réduire les grandes questions en petites questions. C'est ainsi que l'on a abordé les nutriments, les calories, etc. Ensuite, des outils de pensées plus complexes ont été développés pour intégrer les concepts, et non plus les réduire. Cette évolution explique pourquoi on parle désormais plus d'alimentation que de nutrition. En outre, l'éducation nutritionnelle s'intègre dans l'éducation alimentaire et la définition d'une politique de l'alimentation est à

l'ordre du jour, intégrant les apports de la nutrition et des dimensions psychologiques, sociales, culturelles, civilisationnelles, etc.

Quand on parle d'alimentation, il ne suffit pas de savoir ce qu'on mange, mais également comment on le mange. L'alimentation constitue à la fois une fonction biologique et une fonction sociale essentielles, car aucune société humaine ne s'est constituée sans avoir cherché à régler les questions d'accès aux ressources alimentaires, puis les questions de partage de ces ressources. En outre, l'*homo sapiens* ne serait pas devenu ce qu'il est s'il n'avait pas été *homo socius*, c'est-à-dire un animal social par nature, qui développe de la coopération, de l'échange, du partage, etc.

Le rappel de cet énoncé très général me paraît important ; nous l'avons oublié, car nous avons fait des progrès en nutrition et avons appris à réduire les grandes questions en petites questions. Le moment est venu de repenser tout cela ensemble. Cela suppose d'intégrer la partie immatérielle de l'alimentation, c'est-à-dire comment on mange. Pour illustrer ce point, je me suis appuyé sur le travail d'un jeune chercheur de l'Insee, Thibault de Saint Pol, qui a récemment soutenu sa thèse. Il a compilé les données des enquêtes d'emplois du temps de Français et d'Anglais, qui ont indiqué tous les quarts d'heure ce qu'ils faisaient. Tous les jours, un pic est observé en France à 12 heures 30 : 54,1 % des Français sont alors en train de manger - et le font ensemble pour une partie d'entre eux. En Angleterre, ce pic se produit à 13 heures 10, mais ne concerne que 17,6 % des Anglais.

Ce constat s'inscrit dans une perspective historique. Ainsi, en 1954, se basant sur une enquête réalisée auprès de plusieurs centaines de Français, un sociologue américain écrivait, dans l'*American Journal*

of Sociology, que « les Français ont tendance à être rigides pour tout ce qui concerne le fait de se nourrir. Il n'y a pratiquement pas de variation dans les heures de repas de quelques régions que ce soit, alors que pour beaucoup de non-Français, se nourrir précisément à la même heure tous les jours est associé au zoo. » De son côté, en 1930, Paul Morand écrivait sur le déjeuner à New York : « A New York, personne ne rentre chez soi au milieu de la journée. On mange sur place dans les bureaux tout en travaillant, ou dans les clubs ou les cafétérias. Dans les bouillons populaires, des milliers d'êtres alignés dévorent, chapeau sur la tête, sur un seul rang comme à l'étable, des nourritures d'ailleurs fraîches et appétissantes pour des prix inférieurs aux nôtres. »

Ce tableau montre qu'il n'y a plus de dimension sociale dans l'alimentation. Cette absence renvoie à l'animalité pour un Français, alors que 20 ans plus tard pour un Américain, ce qui renvoie à l'animalité est le fait de renoncer à la liberté individuelle de faire les choix qu'on veut, où l'on veut, quand on veut, comme on veut, etc. Il y a donc bien deux conceptions de l'alimentation.

Dans une enquête de Princeton, qui ne portait pas spécifiquement sur l'alimentation, 2 400 femmes interrogées à Colombus (Ohio), Rennes (France) et Odense (Danemark) ont rempli un questionnaire sur les 25-30 épisodes qui composaient leur quotidien. Pour les Françaises, la courbe des prises alimentaires fait apparaître trois pics très marqués, alors que leur indice de masse corporelle est plus faible ; en outre, elles se souviennent davantage de leurs prises alimentaires. A l'inverse, les Américaines se souviennent moins de leurs prises alimentaires, mais comptent cinq fois plus d'obèses.

Une étude de l'OCDE de 2009 a montré que la France est le pays où l'on passe le plus de temps à manger, alors que le Mexique est le dernier de la liste. Un lecteur du *New York Times* a rapporté le pourcentage de la population obèse au temps passé à manger – sur la base des données du rapport de l'OCDE. Ce calcul a montré que les Etats-Unis et le Mexique sont situés en haut du graphique, alors que la France et le Japon se trouvent plus bas. Cette analyse confirme l'idée selon laquelle plus une population passe de temps à manger, moins elle compte d'obèses. Pour se souvenir du temps que l'on passe à manger, il est préférable d'avoir conscience de cet acte.

D'autres enquêtes ont montré que les Français ont tendance à juger très négativement le fait de manger entre les repas. Cela explique pourquoi ils pratiquent relativement peu l'exercice du *snacking* par rapport à d'autres pays. En outre, les Français considèrent que le fait de manger constitue une activité *sui generis*, avec son espace, son temps et son contexte social. En France, manger un sandwich n'est pas réellement manger, car cette activité doit être instituée, construite, réglée, ritualisée, etc. On a peut-être trop longtemps négligé cette dimension en s'interrogeant simplement sur le nombre de calories absorbées quotidiennement par chacun.

Pour soutenir ces observations, j'ai emprunté d'autres données à Thibault de Saint Pol, qui a réalisé des analyses secondaires de données de panels de consommateurs européens. Celles-ci montrent notamment qu'il existe bien une particularité en matière de corpulence en France, par rapport aux autres pays. Ainsi, l'indice de masse corporelle moyen le plus élevé en Europe s'observe en Grèce, alors

que l'on compte relativement peu d'obèses déclarés dans ce pays. En France, le surpoids est peu fréquent, alors que le sous-poids est plus fréquent – et concerne les femmes à 90 %.

Dans une enquête de 2008, qui a donné lieu à la rédaction de l'ouvrage *Manger : Français, Européens et Américains face à l'alimentation*, on a constaté des différences considérables entre des pays de niveau de développement analogue. Ainsi, il est absurde de parler d'un seul bloc de l'Occident, du Nord ou du modèle alimentaire occidental ; il faut penser global, sans pour autant devenir aveugle à la complexité du local. Au sein des pays développés, il existe deux pôles opposés dans les façons de penser et de pratiquer l'alimentation.

D'un côté, les Etats-Unis se caractérisent par un rapport à l'alimentation dominé par l'individualisme et le choix ; le consommateur est un individu libre, parfaitement informé et capable de prendre des décisions rationnelles (le mot « choix » est omniprésent dans le discours américain). D'un autre côté, la dimension sociale – à travers la convivialité – est essentielle en France. Bien manger consiste à manger varié, équilibré, avec plaisir et ensemble.

Cette enquête de 2008 a été menée dans six pays (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse et Italie). A la question « Quel glacier choisissez-vous si l'un propose 50 parfums et l'autre une sélection de 10 parfums ? », le choix de 72 % des Suisses, 68 % des Français et 67 % des Allemands se porte sur le second, alors que celui de 56 % des Américains va au premier glacier.

Toutefois, la question du choix se pose aussi en France, car les tendances sont les

mêmes partout. Ainsi, on observe une tendance à l'individualisation dans beaucoup de domaines de la vie sociale, en particulier dans celui de l'alimentation. Cette liberté et cette autonomie accrues s'accompagnent de difficultés en termes de choix.

En outre, les sociétés modernes se caractérisent par le désenchantement - c'est-à-dire la perte de la croyance aux démons, aux esprits, au surnaturel, etc. - doublé d'une trivialisation de la vie quotidienne. Ce désenchantement affecte aussi l'alimentation. Ainsi, la responsable des maladies non transmissibles de l'OMS expliquait, il y a quelques années, que les problèmes nutritionnels s'observent tout particulièrement dans les régions où manger est un acte auquel on pense à peine, où les produits sont très bon marché et faciles d'accès, où il y a une certaine dévalorisation de l'alimentation, où l'on fait plus attention au prix qu'à la qualité, et où les familles consacrent une partie moindre de leur budget à l'alimentation. Ce désenchantement va de pair avec le fait qu'on a commencé à considérer l'alimentation uniquement en termes de nutriment. Or, manger n'est pas nécessairement une forme de consommation comme une autre ; il y a une très forte différence entre le comportement alimentaire du mangeur solitaire et celui du mangeur « solidaire ».

Le programme à mettre en œuvre serait donc de ré-enchanter l'alimentation. Pour ce faire, il faudrait se poser les questions suivantes :

- Le choix est-il important partout et tout le temps ? (cf. *The tyranny of choice* de Barry Schwartz)
- Quelles sont les limites de la responsabilisation individuelle du

consommateur ? Jusqu'où va la responsabilisation de chacun vis-à-vis de soi-même, de ses enfants, de la planète ?

- Quelle place accorder au rôle de la socialité dans l'alimentation et la nutrition ?

En 2009, Natacha Calandre a mené une enquête sur 1 500 adolescents de 11 à 14 ans à travers la France. Ce travail a permis de recueillir un certain nombre de données sur la cantine. Beaucoup de personnes s'accordent à penser que quelque chose a dérivé dans la restauration scolaire. Cette évolution se manifeste par le passage au libre-service (en conjonction avec l'éducation nutritionnelle), la réduction du temps consacré au repas et la stabilité du niveau de bruit élevé dans les cantines.

Jadis, le temps du repas scandait le temps social ; aujourd'hui, on observe la tendance inverse. Pour ré-enchanter l'alimentation, il faudrait penser le développement autrement qu'en termes d'individualisation atomisée, de nutriments, d'ingrédients, en mettant par exemple l'accent sur les occasions de socialité, la connaissance des aliments et la qualité totale - notamment organoleptique.

Alimentation durable et circuits courts

Yuna CHIFFOLEAU
Chercheur INRA Montpellier

Je vais vous présenter quelques résultats d'un projet qui est développé dans le cadre

de Pour et Sur le Développement Régional (PSDR), une initiative soutenue par l'INRA et la région Languedoc-Roussillon, qui vise à mieux comprendre comment les circuits courts alimentaires peuvent être une contribution à un projet d'alimentation durable.

Ce projet associe des partenaires chercheurs à des opérateurs de développement en Languedoc-Roussillon. Les deux objets d'étude de ce projet sont, d'une part, d'évaluer économiquement les circuits courts alimentaires actuels et potentiels à partir de la filière fruits et légumes (dans l'idée de produire des méthodologies qui pourraient être génériques et s'appliquer à d'autres types de filière), et, d'autre part, de voir comment les circuits courts alimentaires peuvent contribuer au développement durable des filières, des territoires, mais aussi au projet d'une alimentation durable.

Les trois axes de travail de ce projet, qui donnera lieu à une synthèse pour l'action, sont les suivants :

- l'analyse et l'accompagnement des innovations et des compétences au niveau de l'offre alimentaire ;
- l'approche intégrée et élargie de la performance économique des circuits courts alimentaires à l'échelle des exploitations et des intermédiaires ;
- l'étude des débouchés actuels et potentiels, à trois niveaux (consommateurs, intermédiaires et collectivités).

Le contexte actuel est à la fois porteur et complexe. Suite à la mise en place d'un groupe de travail par Michel BARNIER, la notion de circuits courts alimentaires a fait, en avril 2009, l'objet d'une définition

officielle. Ces derniers sont vus comme des modes de distribution mobilisant au plus un intermédiaire entre producteurs et consommateurs. Le Ministère chargé de l'agriculture a mis en place un plan d'action, en mettant l'accent sur le développement de circuits courts régionalisés.

Les circuits courts sont aussi devenus l'une des priorités du Réseau rural français, qui vise à fédérer les acteurs du monde agricole et rural pour penser ensemble les questions du développement territorial. De son côté, le Ministère va prochainement proposer un projet de charte visant à identifier les circuits courts.

Circuits courts et alimentation durable présentent des enjeux communs, notamment en termes d'éthique et de santé. Dans le cadre du projet CROC, mis en place en Languedoc-Roussillon et visant à mieux comprendre comment les circuits courts peuvent contribuer à lutter contre la fragilisation de l'agriculture, une série d'enquêtes qualitatives et quantitatives a été menée auprès de consommateurs de circuits courts. Celles-ci ont montré une définition à la fois très positive et très variable du projet local, et ont fait émerger trois types de consommateurs de produits locaux : les militants, les authentiques et les fonctionnels sympathisants. Les résultats de ce projet sont détaillés dans les *Cahiers de l'Observatoire CROC* n°5.

Par ailleurs, nous continuons à animer des débats locaux avec des citoyens sur le thème « consommer mieux, autrement et près de chez soi ».

Concernant le lien entre les circuits courts et l'alimentation durable, l'idée d'accessibilité des produits pour divers publics est un autre élément qui nous intéresse. Une des questions examinées

est de savoir si acheter en circuits courts conduit à manger cher. Le suivi des prix montre qu'en saison, les produits locaux sur les marchés sont moins chers que les produits vendus en grandes surfaces. A cet égard, il est clairement apparu que le prix constitue une barrière faible aux achats en circuits courts, les barrières plus fortes étant le manque de visibilité du circuit d'approvisionnement, ainsi que les facteurs culturels.

Le projet Coxinel vise à connaître et impliquer des consommateurs ordinaires autour des circuits courts, pour construire ensemble un autre type d'alimentation. En janvier 2009, 178 enquêtes ont été menées par des étudiants de Montpellier SupAgro - Institut des régions chaudes. Ces enquêtes ont notamment montré que 70 % des personnes interrogées achètent au moins une fois par mois des fruits et légumes dans un circuit court ; elles n'étaient que 9 % à ne faire aucun achat par ce biais. La fraîcheur et la qualité sont les premiers critères d'achat. Cette observation montre bien que l'on peut aisément combiner des préoccupations de santé avec des préoccupations citoyennes.

Les 178 enquêtes ont par ailleurs mis en évidence, d'une part, une progression du critère de soutien à l'agriculture, et, d'autre part, que le manque d'information et le manque de temps constituent les principaux freins à l'utilisation des circuits courts.

Un numéro des *Cahiers de l'Observatoire CROC* détaille les résultats du projet Coxinel, qui a été complété par des enquêtes en focus groupe et territoire.

Par ailleurs, nous nous sommes intéressés à l'étude de l'alimentation comme vecteur d'une nouvelle dynamique de territoire. Pour cela, nous avons mené un inventaire et

assuré un accompagnement des dynamiques autour de la construction de politiques alimentaires locales valorisant la production locale. A Grabels, au nord de Montpellier, un marché « circuits courts » a été recréé et a permis la mise en place de projets de soutien à l'agriculture et à l'alimentation.

Par ailleurs, un projet de création de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) en circuits courts a été mis en œuvre pour constituer une plate-forme associant producteurs, consommateurs et collectivités pour l'approvisionnement de la restauration collective.

Au niveau national, nous avons été chargés de mener une étude de rentabilité et de performance des circuits courts sur les fruits et légumes.

Le projet CROC, et d'autres données que nous avons pu accumuler, ont permis de montrer que les circuits courts constituent bien plus qu'un nouveau mode de distribution, puisqu'ils permettent aux producteurs d'adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement, et d'inciter les consommateurs à manger local pour construire le « manger bio ».

L'alimentation des migrants

Nicolas BRICAS
Socio-économiste au CIRAD

Je vais vous présenter une synthèse des travaux que nous menons depuis plusieurs années sur la question des changements alimentaires liés à la migration. Au CIRAD, nous nous sommes surtout intéressés aux migrations du milieu rural vers le milieu

urbain dans les pays en développement, comme un révélateur potentiel d'une évolution de l'alimentation liée à l'internationalisation des échanges, à l'industrialisation, de la transformation et de la distribution agro-alimentaire, etc.

Pour commencer, je partirai d'une idée reçue que l'on trouve dans l'ouvrage de Sylvie Brunel *Nourrir le monde*, paru en 2009, qui présente une grande synthèse sur la crise alimentaire que nous avons connue en 2008. A la page 24 du livre, on peut lire « *Dans les pays en développement, notamment dans les pays africains, les productions locales ont été longtemps méprisées par les citadins, dont les habitudes alimentaires ont été façonnées par la publicité des grandes firmes agroalimentaires et par l'aide alimentaire.* » Il s'agit vraiment d'une idée reçue qu'on a également pu trouver dans la presse, qui nous a par ailleurs expliqué que les émeutes de 2008 étaient liées au fait que les citadins ne mangeaient plus que des produits du marché international, lesquels avaient connu une hausse sensible des prix. Sur le terrain, on ne peut qu'infirmier toutes ces théories.

Avec une population mondiale qui est urbaine pour moitié, *grosso modo* depuis le nouveau millénaire, et avec une part croissante de consommateurs qui achètent leurs aliments, la mondialisation - c'est-à-dire l'intensification et l'extension des échanges de produits agricoles et d'aliments - nourrit-elle une convergence vers un modèle occidental ? Dans la littérature, on trouve de multiples ouvrages sur l'idée de l'occidentalisation et de l'uniformisation de l'alimentation. Ainsi, certains parlent de « Mc Donaldisation » de la société ; d'autres évoquent plutôt une « Coca-colonisation ». L'idée de cette

convergence alimentaire se retrouve aussi dans certaines études épidémiologiques.

Ces analyses sont généralement basées sur une caractérisation de l'alimentation qui se limite aux nutriments ingérés, et n'intègre donc pas les autres dimensions de l'alimentation. A partir de l'analyse nutritionnelle, qui fait apparaître une convergence, d'aucuns n'hésitent pas à tirer des conclusions sur l'alimentation en général. Deux positions sont généralement présentées dans la littérature. La première est qu'*in fine*, le modèle occidental est en train d'être assimilé par le monde entier. Selon la seconde position, il existerait une résistance des modèles traditionnels. L'idée générale de ces deux positions - très dualistes - est que l'on passe, de façon linéaire, d'un modèle à un autre ; la discussion porte donc sur la vitesse de cette transition.

L'objet de mon propos est de vous montrer que le raisonnement dichotomique n'est sans doute pas pertinent. Pour étayer ma démonstration, il importe de ne pas simplement examiner ce que les gens mettent dans leur bouche, mais de mieux comprendre comment ils mangent, en tenant compte des lieux d'achat, des produits achetés, de la préparation de ceux-ci, de la prise des repas, des représentations des aliments, des valeurs associées à l'alimentation, etc.

Nous avons développé cette approche en termes de style ou de modèle alimentaire dans divers pays africains. Les données que nous avons recueillies ont tout d'abord montré que les villes africaines ne sont pas totalement nourries d'importations, loin de là. A part quelques exemples particuliers comme Dakar ou Ouagadougou où une part importante des céréales consommées en ville est importée, les villes africaines consomment surtout des aliments produits

dans le pays ou le continent. En valeur économique, plus de 80% du marché alimentaire urbain est approvisionné par des productions domestiques ou régionales. Maïs, sorgho, manioc, igname, niébé, huile de palme, viandes et poissons sont des productions que l'on appelait autrefois vivrières et qui sont devenues des cultures alimentaires destinées aux marchés urbains.

A Dakar (Sénégal), on a essayé de repositionner les aliments consommés par la population, les pratiques et les représentations, selon les trois grands types de références schématiques suivantes :

- les références au milieu rural, qui rappellent aux citadins leur origine lignagère. Ces éléments sont plutôt le fait des repas du soir et des fêtes familiales ;
- des références plus typiquement urbaines, emblématiques de l'identité dakaroise, plutôt le fait du repas de midi, que l'on retrouve, par exemple, dans des restaurants populaires ;
- des références liées à des comportements individuels, par exemple typiques des pratiques du petit-déjeuner du matin, surtout pris dans la rue, seul, ou du grignotage en cours de journée.

Si cette représentation est quelque peu caricaturale, car les plats - comme le « traditionnel » couscous de mil - ne sont pas figés dans une tradition mais évoluent, elle montre néanmoins que la modernité alimentaire à Dakar ne se résume pas à une tendance vers un modèle unique, mais inclut les trois grandes familles schématiques que je viens de vous présenter. Les consommateurs passent d'une référence à l'autre au cours de la journée, de la semaine ou du mois. Ils combinent,

mélangent, agencent des produits, des pratiques et des représentations d'origines et d'influences multiples (influences des différentes régions du pays, de pays voisins, internationale).

Un autre exemple comme le Liban constitue à cet égard un pays très intéressant, car 80% de ce qui y est consommé est importé. Ce pays devrait donc être soumis aux influences des quatre coins du monde. Or, la cuisine libanaise s'exporte dans le monde entier.

Les différents exemples que je viens de vous citer montrent qu'il convient plutôt de parler de diversification de l'alimentation que de mimétisme ou d'orientation vers les modèles occidentaux.

Dans les entretiens qualitatifs que nous menons auprès des migrants maliens ou marocains en France, on retrouve également ces agencements de produits et de pratiques selon les occasions : en famille, en semaine, le week-end, à l'école, dans la rue, au restaurant. Il n'y a pas de transition d'un modèle vers l'autre, mais selon les jours, les repas et l'entourage, ils mangent des plats très diversifiés qui ne revêtent pas le même sens en termes d'identité.

L'attention portée aux questions de qualité des aliments n'est pas le monopole des populations en situation de satiété. On a beaucoup lu et entendu que dans les pays pauvres, où l'insécurité alimentaire est encore importante, ce qui compte est la quantité, alors qu'on s'intéresse plus à la qualité dans les pays riches. Toutes les enquêtes que nous avons menées, y compris dans les zones où l'insécurité alimentaire est forte, comme le Mali ou le Burkina Faso, ont montré que les gens étaient extrêmement attentifs à la qualité des aliments, c'est-à-dire à la qualité

nutritionnelle, la qualité gustative, l'authenticité, l'origine, etc. Cette observation se retrouve chez les populations migrantes en France, y compris chez celles qui sont en situation très précaire.

Depuis 2 à 3 ans, l'alimentation des migrants fait l'objet d'un renouveau dans la littérature et les colloques. Cet intérêt croissant pour la culture des migrants vise d'une part à reconnaître leur richesse culturelle, et d'autre part à mieux comprendre le marché des produits ethniques. Ce renouveau présente cependant plusieurs risques. En effet, il pourrait conduire à figer, dans une vision patrimoniale, l'alimentation des migrants, alors que celle-ci ne cesse d'évoluer et d'inventer ; en outre, l'attention portée sur la question des identités risque de masquer d'autres problèmes, comme les inégalités ou la précarité.

Echanges avec la salle

Jean-Louis DUVAL, FNSEA. Je ne cesse d'entendre parler des attentes des consommateurs. En tant que professionnel, il est souvent difficile de se positionner car les attentes des consommateurs sont complexes. Depuis quelques mois, l'alimentation carnée fait débat ; or, la consommation de viande augmente toujours.

Claude FISCHLER. Les gens du marketing savent très bien que les attentes des consommateurs sont effectivement complexes. Les exemples d'échecs de lancements de nouveaux produits sont nombreux, alors qu'ils sont généralement précédés par des tests qui ont été

concluants. Souvent, un nouveau produit est associé à un nouvel usage. Or, ce dernier est généralement peu analysé, et ne se construit qu'à l'épreuve des faits.

Pierre COMBRIS, INRA. On observe une baisse de la consommation de la viande bovine, alors que les viandes les moins chères sont plus consommées. Au total, le pourcentage de calories d'origine animale demeure élevé dans les pays développés, mais il plafonne, voire enregistre une légère diminution. Dans les pays en développement, ce pourcentage tend à converger vers la même asymptote que celle du Nord. Ces évolutions posent clairement la question du caractère durable de l'alimentation mondiale.

Stéphane TOUZET, FGA-CFDT. Je pense que l'industrie et la grande distribution peuvent contribuer à la valorisation des circuits courts.

Yuna CHIFFOLEAU. Dans les représentations, les circuits courts restent associés à un producteur fermier qui produit, transforme et vend. A partir de la définition que je vous ai indiquée, l'enjeu est d'intégrer les circuits courts dans leur diversité, ce qui n'exclut pas *a priori* la grande distribution, ni les marchés gares. Il faut cependant veiller à ce que ces acteurs respectent les critères de transparence sur les conditions de travail, les modes de production et les prix.

Catherine ESNOUF, INRA. La géographie des émeutes de la faim se recoupe-t-elle avec la géographie des importations de produits alimentaires non-africains ? Ou bien ces émeutes étaient-

elles liées à des facteurs totalement différents ?

Nicolas BRICAS. Il n'existe pas de bonne corrélation. L'analyse que nous avons menée dans une trentaine de villes africaines a montré que celles qui ont connu les émeutes de la faim étaient confrontées à des circonstances communes, comme la hausse du prix du pétrole, l'instabilité politique chronique et l'importance des importations alimentaires doublée d'une durabilité de la pauvreté urbaine.

Cécile FRISSUR, Synabio. Dans quelle mesure les réseaux qui ont été présentés (CROC, Coxinel) peuvent-ils répondre aux enjeux définis par les politiques publiques visant à mettre en œuvre des produits biologiques ou de proximité dans la restauration collective ?

Christian ROQUEIROL, Confédération Paysanne. Je fais de la vente directe depuis 30 ans. Nous avons créé un magasin de producteurs à Millau. En 2009, nous avons craint une baisse de notre chiffre d'affaires ; en réalité, nous avons connu une hausse exponentielle. Je peux donc témoigner que les consommateurs font des choix alimentaires vers la qualité, y compris en période de crise. Quel sera le contenu de la future charte des circuits courts ? Comment participer à cette démarche ?

Yuna CHIFFOLEAU. Le Ministère entend définir une charte des circuits courts, qui paraît d'autant plus nécessaire que certains usages font parfois l'objet de dérives (ex : paniers circuits courts contenant des produits venus de loin). Il est prévu que le nouveau Ministre relance un travail sur cette charte. Dans le cadre

du projet Coxinel, des débats seront initiés en Languedoc-Roussillon afin d'alimenter cette initiative.

Pierre DUPONT, CLCV. Vous avez dit que davantage de consommateurs étaient prêts à payer plus cher pour des produits alimentaires plus écologiques et éthiques. Dans quelle mesure sont-ils prêts à payer plus ? +2 % ? +10 % ? +50 % ? Ou bien +72 %, c'est-à-dire la différence moyenne de prix observés en grande surface entre un produit standard et un produit bio ? Je suppose que ces consommateurs appartiennent à des catégories socio-professionnelles supérieures.



Pascale HEBEL. En 2008, les consommateurs ont clairement essayé de réduire leur facture alimentaire. En 2009, davantage de gens sont apparus prêts à payer plus cher (10-15 %) pour des produits biologiques ou issus du commerce équitable. Il n'existe pas de statistiques très fiables sur l'évolution du marché bio, mais on pense que la croissance de ce marché a été divisée par deux, notamment du fait des écarts de prix entre les produits conventionnels et les produits bio.

En France, il existe structurellement un arbitrage en défaveur de l'alimentation. Ainsi, les jeunes générations consacrent 8 % de leur budget à leur alimentation, et cela ne changera pas, car d'autres activités

- les loisirs ou la communication - priment. La baisse de la consommation de viande bovine s'explique ainsi en partie par le prix au kilo relativement élevé de ce produit. Depuis 4-5 ans, les marchés alimentaires croissent de 1%, contre 1,5 % il y a 10 ans. L'alimentation est dévalorisée ; en outre, la fracture sociale est de plus en plus forte. Cela explique pourquoi les produits bio et commerce équitable sont principalement achetés par des consommateurs relevant de professions intellectuellement supérieures.

Mariette GERBER, INSERM. Nicolas BRICAS a bien montré qu'il n'y avait pas de modèle occidentalisé importé. Cependant, la diversification observée à Dakar porte notamment sur du lait concentré sucré et de la mayonnaise. Cette évolution est à mettre en lien avec les observations statistiques de convergence des courbes d'augmentation des produits gras et sucrés, et donc du risque de montée de l'obésité.

Natacha CALANDRE, socio-économiste alimentaire, EHESS. Certains produits ont été introduits en Afrique de l'Ouest il y a 20-30 ans, et ont depuis été réappropriés. Selon les contextes, les pratiques et l'usage des produits évoluent.

Nicolas BRICAS. Les villes sont majoritairement nourries par des produits locaux. Toutefois, la consommation de produits importés est en hausse, mais reste minoritaire en valeur absolue. La vraie dynamique reste sur le marché local ; ainsi, des productions vivrières alimentaires sont devenues des productions commerciales.

De la salle. L'influence du prix sur un type d'aliment par rapport à un autre n'a pas été évoquée. Or, les consommateurs sont assez sensibles aux prix. Ainsi, les déterminants de la production jouent un rôle important sur les choix des consommateurs. En tendance, on observe que les pays africains se sont mis à importer des centaines de milliers de tonnes de riz. Par ailleurs, il a été fait mention d'une enquête montrant que 25 % des produits consommés dans certaines villes africaines étaient d'origine extra-africaine ; cette part est considérable et mériterait d'être mise en perspective par rapport à la situation d'il y a 20 ans. Les changements globaux que nous connaissons depuis deux ans sont une chance pour que les circuits courts se réactivent spontanément. Ainsi, les enquêtes sur l'alimentation devraient être faites dans la durée, aussi bien en Europe qu'en Afrique.

Un intervenant, agriculteur. En 1981 et 1983, deux campagnes ont été menées par des ONG. La première était « Ici mieux se nourrir, là-bas vaincre la faim », et la seconde était « Pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes ». Dans le cadre de ces campagnes, il a été demandé à l'Europe de convertir 4 % de son budget d'aide alimentaire en argent, pour les mettre à disposition de groupements paysans en Afrique. En cas de pénurie, ces derniers auraient ainsi pu s'approvisionner auprès d'agriculteurs localisés à 100 ou 200 km. Ce projet a donné naissance à l'Association Afrique Verte, qui travaille encore aujourd'hui sur des circuits plus courts et sur l'entraide entre productions régionales.

Ne serait-il pas pertinent de demander à nouveau à l'Europe - en particulier dans le cadre de la réforme de la PAC - de

consacrer une partie de son budget d'aide alimentaire aux groupements paysans qui veulent travailler à l'amélioration de leur sécurité alimentaire ?

Le CNA ne pourrait-il pas travailler sur une recommandation allant dans ce sens ?

Nicolas BRICAS. Les organisations de producteurs ont actuellement des difficultés à absorber toute l'aide qu'on veut leur donner. Il faut ainsi veiller au risque d'un court-circuitage des instances publiques, car on fait comme s'il n'y avait plus d'Etat.

Des équilibres devraient donc peut-être être faits entre les interventions en soutien aux Etats / gouvernements et les interventions en soutien aux organisations de producteurs.

Table ronde animée par Damien CONARÉ



Damien CONARÉ. J'ai préalablement posé des questions aux participants à cette table ronde. Ils vont y répondre rapidement, pour laisser la place au débat avec la salle.

Reine-Claude MADER, Présidente de la CLCV. Vous m'avez posé une première question sur les tendances. A la CLCV, nous constatons qu'au fil des années, les consommateurs se sont de plus en plus tournés vers les produits transformés.

Cette évolution s'explique essentiellement par les changements de modes de vie - qui limitent le temps disponible pour préparer les repas - et par l'offre considérable proposée par les industriels.

La segmentation du marché alimentaire est très bien faite par les professionnels. La CLCV s'efforce de dire aux consommateurs qu'ils peuvent se passer des aliments santé en ayant une alimentation équilibrée. L'offre d'aliments allégés répond à la fois à un besoin de bien-être physique et à un idéal minceur. En outre, nous observons depuis quelque temps une multiplication des produits préparés et des fruits et légumes exotiques.

Enfin, il y a une offre de produits végétariens, parce qu'il y a une demande ; cette alimentation est motivée par le respect des animaux, l'évolution vers un mode de vie plus économique et des préoccupations santé.

Le développement durable trouve aujourd'hui un écho certain. Nous constatons cependant que cette notion fait l'objet de confusions considérables. Lorsqu'on interroge les consommateurs, ils pensent généralement que le développement durable renvoie strictement à l'environnement - alors qu'il repose sur trois piliers. Par ailleurs, on observe une multiplication des indicateurs et leur manque de fiabilité. Nous étions déjà dans une « jungle » de labels ; l'ajout de nouveaux signes / appellations /

mentions sur les étiquettes n'est pas de nature à rassurer les consommateurs vis-à-vis des labels de qualité.

En outre, il faut signaler la situation des consommateurs qui sont confrontés à des injonctions multiples quant à l'alimentation.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de rationaliser les discours, car les consommateurs ont besoin de messages clairs et crédibles.

Quels sont les bénéfices de la durabilité pour les consommateurs ? Il existe plusieurs catégories de consommateurs. Certains ont une notion de l'intérêt général, et, pour le servir, acceptent d'entrer dans la logique du développement durable. Ces consommateurs militants attachent une grande importance au fait de redonner du sens à leur consommation, quitte à payer 10 à 15 % plus cher. Pour la majorité des consommateurs, il paraît en revanche nécessaire de mettre en place un discours plus clair sur le développement durable.

Pour les associations de consommateurs, en quoi la représentation des consommateurs a-t-elle changé ?

Pour la CLCV, il y a eu peu de changements, car le développement durable n'est pas du tout un concept nouveau. En participant à la préparation du livre du 40^{ème} puis du 50^{ème} anniversaire de la CLCV, j'ai pu constater qu'on a mis en place des circuits courts vers les années 1955-1958, que la CLCV a ensuite dénoncé le jetable et le suremballage, et lancé de grandes campagnes pour la réduction des déchets à la source. Ainsi, le concept de développement durable n'a pas changé la vie de l'Association.

Le problème que nous avons rencontré est celui de la représentation des consommateurs dans les discussions du Grenelle. Nous avons dû y négocier notre présence, car la tendance naturelle a plutôt été d'associer les représentants des associations de protection de l'environnement.

Notre problème est aujourd'hui de faire reconnaître la spécificité « consommateurs ». Compte tenu du rôle que nous jouons en tant que partenaires sociaux et économiques, nous avons un point de vue large, intégrant les questions d'emploi et d'économie. Notre problème est que les associations de consommateurs doivent être reconnues pour leur rôle pédagogique, stabilisateur et différent de celui des associations environnementales.

Muriel FIGUIÉ, sociologue au CIRAD. On peut analyser l'engagement des consommateurs dans le projet commun du développement durable comme une extension du domaine de la participation démocratique des citoyens, à travers une participation beaucoup plus directe permettant d'attirer des citoyens un peu déçus par d'autres formes d'engagement. Agréger ces comportements individuels offre aussi l'opportunité d'agir à des niveaux internationaux, pour traiter des problèmes globaux ou agir vis-à-vis de firmes internationales.

Parallèlement, il convient d'être conscient d'un certain nombre de risques liés à cette consommation durable, et surtout à la sur-responsabilisation des consommateurs qui accompagne ce mouvement et qui est liée à une charge cognitive et morale assez forte (cf. l'article récent de Y. RUMPALA). Quand la mobilisation des consommateurs se limite au choix de produits ayant des attributs en lien avec la durabilité, il y a

généralement un consensus entre les autorités administratives et les associations de consommateurs sur une démarche visant à mieux les informer et les rendre conscients des conséquences environnementales et sociales de leurs choix de consommation. Cette démarche assez classique consiste à répondre aux attentes de consommateurs passifs : on est loin du consomm'acteur. Elle conduit aussi à apporter aux consommateurs une quantité très importante d'informations. Or, on peut s'interroger sur la volonté et la capacité des consommateurs à traiter une quantité d'informations toujours croissante comme l'a montré précédemment Claude FISCHLER.

Outre la charge cognitive, il y a une charge morale, car on demande tous les jours aux consommateurs de réfléchir aux conséquences de leurs actes d'achat. Cette charge morale peut amener à des dissonances importantes, car on veut éduquer les consommateurs, alors que, en parallèle, la publicité les invite à céder à leurs impulsions. On peut ainsi arriver à des situations de schizophrénie complète des consommateurs. Cette charge morale n'est pas forcément bien répartie à l'intérieur de la société. On peut ainsi s'interroger sur la légitimité, en termes de démocratie, de laisser porter aux consommateurs, généralement aisés et du Nord, des choix qui relèvent de choix de société s'inscrivant dans une perspective de long terme, alors que les consommateurs sont versatiles. Le risque est certain lorsqu'on laisse se construire une politique par des petits gestes du quotidien, plutôt que par des choix de société.

Le chercheur danois Mads P. SORENSEN, qui travaille entre autres sur les risques de ploutocratie liés à la consommation

durable, constate qu'en votant avec leur porte-monnaie, les consommateurs ne disposent pas tous du même droit de vote. Il s'interroge ainsi sur la réalité de l'extension démocratique à travers la sur-responsabilisation des consommateurs.

Mes propos ne visaient pas du tout à noircir le tableau de la consommation durable, mais plutôt à souligner les risques et l'importance de bien définir les rôles de chacun, afin de mieux coordonner les actions des uns et des autres pour réussir ce projet commun qui ne relève pas que de la responsabilité des consommateurs.

Didier BARRAL, Président de l'Association Régionale des Industries Agroalimentaires de Languedoc-Roussillon. Je ne parlerai pas au nom de l'Association Régionale des Industries Agroalimentaires de Languedoc-Roussillon, mais j'apporterai simplement un témoignage d'industriel. Comme vous, je constate que le comportement des consommateurs a sensiblement évolué au cours des deux décennies passées.

Les grands industriels sont confrontés à des changements de fond qu'ils n'appréhendent pas totalement, car les consommateurs vont et viennent. Ce contexte changeant laisse la place pour des acteurs qui ont plus de capacité à s'adapter, et peuvent ainsi exploiter des niches confortables. Les consommateurs sont plus attentifs à leur manière de consommer, et sont prêts à payer 30 à 50 % plus cher pour des produits de qualité. A titre personnel, j'ai cependant des doutes sur la durabilité du commerce équitable, mais je constate que ce marché a su créer une niche de consommation. D'une manière générale, il me paraît appréciable que les consommateurs puissent choisir les produits qui sont bons

pour eux-mêmes et pour la société dans son ensemble.

Par ailleurs, je constate que la distribution souffre de manière assez sensible de cette évolution marquée des modèles. Elle a du mal à s'y adapter. C'est une bonne nouvelle car, dans le passé, elle n'a pas toujours été attentive à la qualité de l'alimentation. Celle-ci s'est en effet beaucoup dégradée au profit d'un modèle économique et d'un scénario global peu rassurant.

Mon entreprise produit des desserts pour les restaurants. Elle sert en direct 10 000 restaurants en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis. Notre conviction a toujours été que nous devions être des acteurs de la diversité. Ainsi, nous nous sommes engagés à ne jamais refuser une demande de nos clients. Notre atelier de glace emploie 35 personnes et fabrique 1 200 productions sur-mesure. En 2009, notre chiffre d'affaires a progressé de 12 % à surface comparable.

A l'occasion de la crise, nous avons observé que les marchés les plus originaux (ex : bio, alternatif, haut de gamme, etc.) ont davantage souffert, alors que les marques de distributeur ont clairement profité des difficultés économiques.

Jean-Louis RASTOIN, Professeur émérite à SupAgro. Le développement alimentaire durable répond à quatre objectifs : le droit à l'alimentation, la gestion patrimoniale de l'environnement, la viabilité économique et la gouvernance participative. Louis MALASSIS a identifié les trois âges alimentaires suivants :

- durant 2 millions d'années, la Nature a été la mère nourricière, à travers les activités de chasse, de pêche et de cueillette ;

- à partir de l'an -10 000, la technique est devenue la mère nourricière, et l'exploitation agricole était le lieu unique où l'on produisait et consommait ;
- à partir de 1940, a émergé l'âge agro-industriel qui se caractérise par l'urbanisation, l'industrialisation, la financiarisation et la mondialisation ; le marché est alors devenu le père nourricier.

Les quatre objectifs du développement alimentaire durable impliquent une très forte évolution, qui a été étudiée par les prospectivistes. De leurs travaux, on peut retenir deux scénarios. Dans le scénario « Au fil de l'eau », on poursuit le modèle agroindustriel tertiarisé. D'ici 2 à 3 générations, on compterait 500 000 exploitations agricoles (contre 500 millions aujourd'hui), 100 firmes multinationales et 6 super-centrales d'achat mondiales. Ce modèle permettrait de répondre à l'objectif économique, mais négligerait les trois autres objectifs du développement alimentaire durable.

Dans le scénario alternatif « Proximité, Solidarité, Diversité », il y aurait d'ici 2 à 3 générations, 50 millions d'exploitations agricoles, des centaines de milliers de PME et des circuits multiples de commercialisation. Ce scénario permettrait de répondre à trois objectifs sur quatre ; l'objectif économique ne serait pas atteint car les aliments fabriqués auraient un coût trop élevé, du fait de l'absence d'économies d'échelle. Dans ces conditions, il faut regarder si le prix payé pour les aliments est un juste prix du point de vue économique.

Actuellement, il n'y a pas de juste prix, car celui des aliments n'incorpore pas les

externalités négatives (ex : gaz à effet de serre, maladies, etc.).

En réalité, nous nous orientons vers un scénario hybride, mais nous devons soutenir le scénario alternatif, à travers une véritable politique alimentaire. En conclusion, il nous faudra à l'avenir plus d'humanisme, moins de positivisme et moins d'industrie.

Fabrice DREYFUS, Directeur de l'Institut des Régions Chaudes de SupAgro. Quels seraient les impacts de la relocalisation sur les liens entre les producteurs du Sud et les consommateurs du Nord ?

La relocalisation est dissymétrique, car ce qui se passe au Nord n'a pas forcément les mêmes impacts au Sud. La relocalisation réussie au Nord pourrait ainsi se traduire par une part de marché réduite pour les producteurs du Sud qui étaient positionnés sur ces productions (ex : haricots verts du Kenya), alors que ces derniers ne vont pas immédiatement retrouver de créneaux compensatoires dans les marchés domestiques du Sud.

La présence des producteurs du Nord, qui font du générique et non du localisé, est très importante. Les « calories importées » occupent en effet une place plus importante qu'un raisonnement par la valeur, tel que présenté précédemment par Nicolas BRICAS.

La relocalisation au Nord n'est pas écologique. Dans les systèmes agroalimentaires (depuis la production jusqu'à la consommation), le transport international n'est pas, en effet, le poste d'émissions de carbone le plus important.

L'argument de la relocalisation au Nord semble donc davantage servir de barrière

à l'entrée que de réponse adaptée à une préoccupation écologique.

En outre, l'écologie ne saurait résumer la durabilité, puisque celle-ci inclut aussi la dimension sociale – dont l'emploi. Il est donc important de veiller à ce que la relocalisation, qui apporterait un léger gain écologique, ne se traduise pas par une augmentation de plusieurs degrés dans le climat social des pays du Sud.

Enfin, force est de constater que la multiplication des mesures, des indicateurs et des experts illustre le fait que *big brother* et la durabilité pèsent sur la construction d'une solution, qui émerge d'autant plus difficilement qu'il n'existe pas de gouvernance mondiale.

Echanges avec la salle

Mariette GERBER, INSERM. L'analyse de M. DREYFUS m'a perturbé car il me semblait que les haricots du Kenya devaient être totalement bannis. Ainsi, je ne sais que penser du quinoa qui envahit les rayons de supermarché.

Fabrice DREYFUS. Notre connaissance et notre conscience des autres sont illimitées, mais la solidarité en actions est forcément limitée. Chacun doit donc opérer des choix d'aliments, en fonction de ce qui lui fait sens. Les exemples des haricots du Kenya et du quinoa de Bolivie montrent que l'évaluation de l'efficacité de tel ou tel choix alimentaire demande un investissement cognitif particulièrement lourd.

Charles PERNIN, CLCV. Le concept de durabilité ne vise-t-il pas à simplement créer des niches supplémentaires, pour

générer plus de valeur ajoutée pour les entreprises ?

Alain REUGE, FGA-CFDT. L'Etat ou l'Europe ne devraient-ils pas jouer un rôle de régulation plus important dans l'alimentation ? De même, le rôle du commerce ne devrait-il pas être limité à son métier strict ? Il faudrait sans doute que l'activité de distribution soit davantage régulée. Par ailleurs, je rappellerai que la CFDT est particulièrement attachée au concept de développement durable. Il faut que l'entreprise s'insère dans le territoire - notamment au travers de plans de déplacement, d'approvisionnement, etc. - et prenne davantage en compte les valeurs des citoyens, comme la participation des salariés à la gouvernance de l'entreprise. Enfin, je constate que la relocalisation des produits est souvent associée à une relocalisation des personnes, justifiant ainsi le fait de vouloir dresser des murs entre les pays. Les intervenants estiment-ils que cette orientation est durable ?

Fabrice DREYFUS. Le scénario de fermeture des frontières, en particulier en matière de migration, était un des quatre scénarios étudiés par le *Millennium Ecosystem Assessment*. Cette analyse a montré que ce scénario, baptisé « L'ordre par la force », était le moins efficace à tous points de vue.

Reine-Claude MADER. Je n'imagine pas une société où le politique se retirerait de tout pouvoir décisionnel. La régulation en France et en Europe est nécessaire. A cet égard, je constate que tous les pays d'Europe ne traduisent pas le concept de développement durable de la même façon, notamment sur les questions agricoles. La

puissance publique doit réguler, mais les consommateurs jouissent également d'un certain pouvoir. Ainsi, je me réjouis du débat actuel sur la consommation, car cela permet de sortir d'un consumérisme « dur » pour adopter un mode de consommation qui prenne mieux en compte l'état de la société.

En tant que consommatrice, je ne me sens pas harcelée. Il apparaît en revanche nécessaire de veiller à équilibrer les modes d'information des consommateurs. Ces derniers doivent être conscients de leur pouvoir, et apprendre à s'en servir.

Daniel BARRAL. Vis-à-vis de l'intelligence du consommateur - et de l'Homme -, j'ai à la fois un doute épouvantable et une foi inébranlable. Quand j'observe les caddies des consommateurs à la sortie des supermarchés, je me réjouis de voir que la situation évolue, en particulier pour ceux qui consacrent une part importante de leur faible budget à l'alimentation. Par ailleurs, je conçois très bien que l'Etat ait pour rôle de protéger les consommateurs contre les excès de l'industrie ou de la production, mais je doute qu'il s'engage dans une régulation plus volontariste du secteur alimentaire. Enfin, l'exemple des haricots du Kenya me trouble beaucoup, et m'interroge sur la dimension du territoire auquel nous appartenons : est-ce la planète, le pays, la région, le département ou l'agglomération ? D'une manière générale, j'estime que toutes les dispositions qui visent à réguler, interdire ou bloquer ont des conséquences négatives dans la durée. Avec intelligence, les gouvernements devraient nous aider à devenir des êtres humains adultes, capables de décider et de définir les bonnes limites.

Nabil HASNAOUI AMRI, animateur en Centre d'Initiative pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM).

Quels sont les forces, les freins et les dynamiques de développement des deux modèles présentés par M. RASTOIN ? Par ailleurs, notre association de développement essaie d'introduire des aliments biologiques dans les cantines, mais nous sommes assez vite bloqués par la question de l'approvisionnement. Quelle est la durabilité du modèle de production biologique ? En France, je constate que de moins en moins de personnes ont envie de s'installer dans l'agriculture, essentiellement pour une raison de rentabilité. Dans ces conditions, comment assurer le renouvellement des générations ? Quelle gouvernance peut être mise en place dans le domaine du foncier ?

Jean-Louis RASTOIN. Le modèle « Au fil de l'eau » s'apparente à une autoroute : si on ne fait rien, il envahira totalement la planète. 3 milliards d'individus relèvent actuellement de ce modèle, et les 3,7 autres milliards aspirent à y entrer. Les freins du modèle de proximité sont le consommateur - dont le budget temps et argent consacré à l'alimentation décline de façon continue -, le juste prix et les mentalités individualistes. Les consommateurs peuvent évoluer par l'éducation et la formation. Pour contourner le problème de juste prix et d'économies d'échelle, la recherche publique doit investir dans des technologies utiles aux petites industries. Pour faire évoluer les mentalités, il faut développer des actions collectives (ex : achat en coopération des intrants).

Régulation et réglementation font peur. Face à l'« acharnement textuel » qui caractérise nos pays, il faudrait veiller, dans un premier temps, à appliquer les bonnes réglementations. En outre, il serait nécessaire de mobiliser les leviers de la

fiscalité et de l'harmonisation de la réglementation au niveau européen.

Muriel FIGUIÉ. L'évolution de la qualité sanitaire dans les filières s'est faite sans faire appel aux consommateurs. Pourquoi les consommateurs sont-ils en première ligne dans le domaine de la qualité environnementale et sociale ?

Jean-Loup ALLAIN, ANIA. Je citerai l'exemple du secteur de la biscuiterie. Il y a 15-20 ans, un guide d'hygiène et de sécurité alimentaire a été adopté par la profession ; il est en cours de mise à jour. En 2009, un partenariat a été conclu avec le Ministère de l'Environnement sur le taux d'emballages recyclables et la baisse de la quantité d'emballages consommés. En outre, un projet de charte d'engagement nutritionnel va être déposé. Ce mode participatif, que le Ministère de la Santé a développé pour la nutrition, pourrait très bien exister dans d'autres domaines du développement durable.

Odile LETISSIER, Coordination rurale. Une approche temporelle nous fait peut-être défaut. Les démarches qualité initiées au début des années 90 par les professionnels apportent des bénéfices que l'on peut observer maintenant. Aujourd'hui, les entreprises commencent à s'approprier la dimension environnementale de leurs impacts sur la société. Il est vrai que certains industriels utilisent actuellement cette démarche comme une nouvelle mode de segmentation, mais les dirigeants sont aussi des citoyens soucieux de réduire les impacts de leurs activités. Comme pour la qualité, les démarches environnementales prendront du temps avant de produire leurs effets.

Cécile FRISSUR, Synabio. La qualité sanitaire des produits est une condition d'accès au marché. Le développement

durable constitue encore un facteur segmentant, mais pourrait à terme faire l'objet d'une réglementation. Nous avons tous intérêt à faire en sorte que l'approche développement durable devienne rapidement *a minima* une condition d'accès au marché.

Frédéric ERNOU, APCA. Les travaux menés en filière (ex : hygiène, développement durable, etc.) peuvent devenir des contraintes et des cahiers des charges pour le monde agricole. Il est donc important que celui-ci puisse participer à l'élaboration desdits cahiers des charges.

De la salle. La réglementation précède souvent la réflexion des experts. Lors du Grenelle de l'environnement, les associations de consommateurs n'ont ainsi pas été suffisamment associées aux travaux, qui ont été menés avec une certaine précipitation. Pour les AOC, la France a montré la voie à l'Europe ; il en ira sans doute de même pour le développement durable et l'affichage environnemental. Par ailleurs il convient de rappeler que le lancement des marchés d'innovation s'est toujours appuyé sur une « élite » armée d'un pouvoir d'achat ; ensuite, la technologie aidant, les produits sont devenus plus accessibles.

Les consommateurs sont confrontés à des choix très difficiles et sont parfois schizophrènes. Il en va de même des pouvoirs publics, car nous sommes tiraillés entre la velléité d'encourager, à travers la fiscalité, les nouvelles formes de consommation en matière de développement durable, et les contraintes budgétaires et communautaires.

Alain REUGE. Dans son avis n°59 sur le développement durable et le commerce international, le CNA avait proposé

d'introduire des critères du développement durable dans la régulation des échanges.

Odile LETISSIER. Le CNA avait pris position en disant qu'il n'était pas souhaitable que les signes de qualité qui étaient segmentants se multiplient, et avait suggéré de rechercher une gouvernance mondiale, en poussant l'OMC à respecter les accords de l'ONU.

Bernard VALLAT. Dans toutes ses composantes, le CNA s'est parfaitement approprié la nécessité de peser sur les questions de qualité sanitaire et de qualité en général. Les avis du CNA peuvent être utilisés par le gouvernement et tous les acteurs nationaux, communautaires et mondiaux. A cet égard, il ne faut pas oublier que les négociations à l'OMC sont en passe de reprendre. Ainsi, nous souhaitons que l'avis n°59 du CNA soit pris en compte, notamment à l'OMC, sur toutes les questions de propriété intellectuelle et de qualité des produits. Ce sujet est essentiel pour l'économie agricole et agroindustrielle française. L'exemple des haricots du Kenya a montré que le débat sur la nature d'un « produit durable » n'était pas clos. Suite au Grenelle, nous serons amenés à prendre position sur ce sujet. Le CNA ne reculera pas devant ce problème. A cet égard, je vous indique que, ce matin, a été discuté un projet de mandat sur la caractérisation des produits durables.